

AMNESTY

LE MAGAZINE DES DROITS HUMAINS

N° 116
Mars 2024



SAHEL

FABRIQUE D'EXTRÉMISMES

PHILIPPINES
Les forçats de l'IA

REPORTAGE
Une population prise en étau

AMNESTY
INTERNATIONAL





ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2024 D'AMNESTY SUISSE

Nous avons le plaisir d'inviter nos membres à l'Assemblée Générale (AG) de la Section suisse d'Amnesty International.

SAMEDI 25 MAI 2024
CENTRE DES CONGRÈS, BIENNE
DE 10H À 18H

Le matin sera consacré à la partie statutaire avec une présentation des différents rapports et des candidat-e-x-s, des moments d'échanges puis les votes et élections.

L'après-midi, nous nous intéresserons à des thématiques liées à notre priorité n°2 « non-discrimination » en Suisse.

TOUS LES ÊTRES HUMAINS NAISSENT ÉGAUX EN DIGNITÉ ET EN DROITS

Panel sur l'égalité et l'inclusion des personnes en situation de handicap

Les droits des personnes en situation de handicap sont des droits humains qui ne sont pas suffisamment garantis en Suisse. Des personnes directement concernées par cette initiative nous parleront de ces manquements, de leurs

expériences et des demandes inscrites dans l'initiative. Amnesty s'engage pour que leur égalité soit enfin réalisée.

Ateliers autour de nos campagnes

Nous finirons la journée avec une action commune pour l'initiative pour l'inclusion.

Nous nous réjouissons énormément de pouvoir passer ces moments avec vous et d'échanger ensemble sur notre mouvement !

Le Youth Meeting aura lieu le jour d'avant, le vendredi 24 mai à Bienne.

Inscriptions début mars, informations sur www.amnesty.ch/ag

Les motions et postulats peuvent être soumis jusqu'au 30 mars 2024.

Photo de couverture Les régions reculées, comme ici celle de Gao au Mali, sont le théâtre d'affrontements réguliers entre des groupes jihadistes et l'armée.
© Imago/Le Pictorium

ÉDITORIAL



Le regard attiré par l'Ukraine ou le Proche-Orient, nous ne leur prêtons que peu attention. Depuis une dizaine d'années pourtant, les pays du Sahel semblent tour à tour dans un chaos alimenté par l'essor des groupes extrémistes, la riposte toujours plus violente des gouvernements, la faillite des États. Les gouvernements du Mali, du Burkina Faso, du Niger, du Nigeria et du Tchad ont désinvesti les régions reculées de ces immenses territoires, laissant la population à la merci des jihadistes qui enrôlent, déplacent, tuent, pillent, détruisent les institutions et les moyens de subsistance de la population.

Pendant un temps, la France a tenté de faire le gendarme. Sans succès. En l'espace de deux ans, trois pays –le Mali, le Burkina et le

Niger– ont vu l'armée prendre le pouvoir. Et la Russie placer ses billes au fur et à mesure que les troupes françaises se retiraient. L'arrivée des militaires marque aussi un tournant vers le tout-sécuritaire, un recours à la force désinhibé, avec son lot de bavures et d'exactions envers les civil-e-x-s. Mais également un voile sur l'information.

Au milieu de cet enfer, il existe pourtant quelques lueurs d'espoir, comme cette initiative au Niger, qui puise dans les connaissances ancestrales pour tenter de régénérer une terre devenue aride par la sécheresse. Ou celle qui vise à financer les efforts de prévention de la radicalisation portés par des femmes au Nigeria.

Et les quelques rares journalistes qui osent encore surmonter les dangers pour rendre compte de la situation ont également un rôle important à jouer : lutter contre l'indifférence et l'oubli.

Jean-Marie Banderet, rédacteur en chef

OUVERTURES

Good News	4
En bref	6
En image	8
Opinion	9
Lever le poing! Et s'organiser...	

POINT FORT

Sahel : fabrique d'extrémismes

Livrées à elles-mêmes	10
Une population prise en étau	12
Au Niger, la brutalité des groupes terroristes et la sécheresse privent la population de ses moyens de subsistance. Reportage.	
Sous pression(s)	16
Coups d'États en série, guerre entre groupes armés, pourquoi le Sahel est-il en proie à l'instabilité? Interview croisée.	
Le long chemin du retour	18
Au Nigeria, la réinsertion des anciens combattants est un parcours semé d'embûches. Récit d'un repentir de Boko Haram.	
La tolérance religieuse en péril	20
Longtemps considéré comme un exemple d'harmonie entre confessions, le Bénin est confronté à la montée de l'islamisme.	
En première ligne	22
Principale cible des violences, les femmes sont aussi des éléments-clés pour prévenir la radicalisation.	

ÉCLAIRAGES

Philippines	23
Les forçats de l'IA	
Égypte	25
Le droit de jouir	
Israël/Palestine	27
Deux communautés, une seule cause	
Interview culturelle	29
Une mosaïque de la masculinité	
PortrAlt	30
Le faiseur d'histoires engagées	

ÉCHOS

BD	31
Par Eva Wottreng	
Chroniques	32
Une poétique de la résilience	
Santé mentale : casser les tabous	
Chroniques : édition spéciale FIFDH	33
Entre tradition et modernité	
Un univers parallèle effrayant	
Les Ouïghour-e-x-s sous la loupe	
Espace fiction	34
Les mèches de cheveux (Épisode 3)	

AGIR

Suisse : la liberté de manifester en danger	37
Pour l'inclusion des personnes en situation de handicap!	39

Impressum : AMNESTY, le magazine des droits humains paraît tous les trois mois. N° 116, mars 2024. AMNESTY est le magazine de la Section suisse d'Amnesty International. En tant que journal généraliste des droits humains, AMNESTY est amenée à traiter de sujets qui ne reflètent pas toujours strictement les positions de l'organisation. Amnesty International a adopté un langage inclusif non-binaire : plus d'informations sur www.amnesty.ch/epicene Éditeur : Amnesty International, Section suisse, 3001 Berne, tél. : 031 307 22 22, fax : 031 307 22 33, e-mail : redaction@amnesty.ch Rédaction : AMNESTY, rue de Varembe 1, 1202 Genève, tél. : 021 310 39 40, fax : 021 310 39 48, e-mail : redaction@amnesty.ch Administration : Amnesty International, Case postale, 3001 Berne. Veuillez svp indiquer le n° d'identification qui se trouve sur l'étiquette lors de paiements ou de changements d'adresse. Merci! Rédacteur en chef : Jean-Marie Banderet Journaliste : Olalla Piñeiro Trigo Rédaction : Hannah El-Hitami, Katrin Gänzler, Louise Lascouès, Manuela Reimann Graf, Bettina Rühl, Théophile Simon, Patrick Walder, Natalie Wenger Corrections : Nicolas Jacot, Barbara Pagés Ont également participé à ce numéro : Elettra Bernasconi, Nadia Boehlen, Lionel Frei, Déo Negamiyimana, Najma Rehouma, Lise Scholefield-Cordey Diffusion : membres (dès cotisation de 30 francs par an) Le magazine AMNESTY est disponible en ligne : amnesty.ch/magazine Conception graphique : www.muellerluetolf.ch Mise en page : Atoll « îlots graphiques » Catherine Gavin Impression : Stämpfli, Berne Tirage : 33 340 exemplaires.

LA SUISSE À LA TRAÎNE

UE/SUISSE – Les entreprises devront elles aussi respecter les droits humains. Le 14 décembre, la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil des ministres de l'UE sont parvenus à un accord sur la *Corporate Sustainability Due Diligence Directive*. Il s'agit là d'un signal fort: les grands groupes européens doivent désormais s'assurer de respecter les normes en matière de droits humains et d'environnement, et ce tout au long de la chaîne de création de valeur. Après la confirmation formelle de la loi au printemps prochain, tous les pays de l'UE devront ensuite mettre en œuvre la directive dans un délai de deux ans. Il n'y a plus d'excuse possible: c'est au tour de la Suisse d'agir! Pendant la campagne de votation sur l'initiative sur les multinationales responsables, le Conseil fédéral avait souligné à plusieurs reprises qu'il souhaitait une solution « coordonnée au niveau international ». Mais au lieu de tenir sa promesse, les sept sages ne font que gagner du temps.



LE DROIT À LA VÉRITÉ

GRANDE-BRETAGNE/IRLANDE – Le gouvernement irlandais refuse de se laisser faire: il vient de porter plainte contre la Grande-Bretagne devant la Cour européenne des droits de l'homme. En cause, une nouvelle loi britannique, le *Northern Ireland Troubles (Legacy and Reconciliation) Act 2023*. La législation prévoit que les meurtres et autres injustices du conflit en Irlande du Nord ne fassent plus l'objet de procès au pénal et au civil. Les victimes, des organisations de la société civile – dont Amnesty, les partis politiques d'Irlande du Nord ainsi que le gouvernement irlandais – reprochent au gouvernement conservateur de Londres de vouloir protéger les vétérans britanniques. Grainne Teggart, directrice adjointe d'Amnesty International UK pour l'Irlande du Nord, a déclaré: « Le droit des victimes à la vérité, à la réparation et à la justice doit être réalisé. C'est important pour les victimes, ici, et dans le monde entier, qui sont également confrontées à l'impunité décrétée par l'État. »



« Pas d'amnistie ! » Les proches des victimes du conflit en Irlande du Nord accusent le **gouvernement britannique** de vouloir protéger les vétérans britanniques.

ACQUITTÉ APRÈS PLUS DE 48 ANS

ÉTATS-UNIS – Aucune personne innocente n'a passé plus de temps derrière les barreaux que Glynn Simmons. Lui et un autre suspect, Don Roberts, avaient été condamnés à mort en 1975 pour le meurtre de l'employé d'un magasin de spiritueux lors d'un cambriolage. La condamnation se basait uniquement sur le récit d'une adolescente, un témoignage qui avait été remis en cause par la suite. La condamnation initiale a finalement été commuée en une peine de prison à vie. Après un long combat pour la justice, Glynn Simmons, aujourd'hui âgé de 71 ans, a été libéré en juillet dernier après 48 ans, un mois et dix-huit jours passés en prison. Il a été officiellement acquitté le 19 décembre 2023.

UNE MILITANTE ANTI-CORRUPTION LIBÉRÉE

GUATEMALA – Le 3 janvier 2024, la justice a ordonné la libération de **Virginia Laparra** à Guatemala City. Cette ancienne procureure du parquet spécial contre l'impunité avait été condamnée en décembre 2022 à quatre ans de prison pour s'être engagée dans la lutte contre la corruption au Guatemala. En 2018, Virginia Laparra avait engagé des poursuites contre un juge qui avait divulgué des informations secrètes sur une affaire de corruption. Ce dernier avait déposé une plainte pénale contre Virginia Laparra, engageant ainsi une procédure contre elle, qui a débouché sur son incarcération.



© Portraits illustrés: André Gottschalk

UNE VIDÉO YOUTUBE N'EST PAS UN MOTIF DE PUNITION

INDONÉSIE – Accusé-e-s de diffamation et d'atteinte à l'honneur, **Fatia Maulidiyanti** et Haris Azhar ont été acquitté-e-s le 8 janvier 2024. Les deux activistes avaient dénoncé la corruption étatique et les violations des droits humains dans la province indonésienne de Papouasie occidentale, dans une vidéo YouTube.



Ils se référaient notamment à une enquête d'une ONG qui évoquait les liens entre le ministre des Affaires maritimes et de l'Investissement et une entreprise minière liée à l'armée. Selon le tribunal de district compétent de Jakarta Est, leurs commentaires dans la vidéo YouTube n'étaient pas punissables et relevaient de la liberté d'expression.

UN SOUTIEN QUI PORTE SES FRUITS

ANDORRE – Vanessa Mendoza Cortés a été acquittée le 17 janvier dernier! La présidente de l'organisation de défense des droits des femmes *Stop Violències* était poursuivie depuis 2020 pour diffamation, après avoir critiqué l'interdiction totale de l'avortement en Andorre lors d'une réunion du Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Le ministère public d'Andorre a réagi à son discours en déposant trois plaintes pénales pour diffamation. Mais après un tollé international, deux des accusations assorties de peines de prison ont fini par être abandonnées.



© Abedin Taher/Anadolu Agency/EPFL

Un exemplaire du **quotidien iranien Ham Mihan** titré « Interdisez le journalisme », avec un dessin des deux journalistes iraniennes Niloufar Hamed et Elaheh Mohammadi.

DEUX JOURNALISTES SORTIES DE PRISON

IRAN – Mi-janvier, les journalistes iraniennes primées Elaheh Mohammadi et Niloufar Hamed ont été libérées de la prison d'Evin à Téhéran contre le paiement d'une caution. Elles étaient les premières à avoir couvert la mort de Jina Mahsa Amini en 2022. Un tribunal révolutionnaire de Téhéran a ensuite condamné Niloufar Hamed à sept ans de prison, tandis qu'Elaheh Mohammadi a écopé de six ans. Elles ont été accusées de « coopération avec les États-Unis » et d'« atteinte à la sécurité nationale ». Les deux journalistes ont été récompensées par le Prix mondial de la liberté de la presse de l'Unesco et le *Golden Pen of Freedom Award* de l'Association mondiale des journaux.

VERS LE MARIAGE POUR TOUXTES

THAÏLANDE – Alors que la Thaïlande a adopté en 2015 une loi sur l'égalité des genres, qui vise à offrir une protection juridique contre la discrimination fondée sur le genre et l'orientation sexuelle, la discrimination des personnes LGBTQIA+ pour des raisons religieuses ou de sécurité nationale n'est toujours pas punissable. Signe d'espoir: le 21 décembre 2023, le Parlement thaïlandais a commencé à débattre d'un ensemble de lois qui légaliseraient le mariage entre personnes de même sexe. Les projets de loi doivent faire l'objet de plusieurs lectures et procédures d'approbation avant d'entrer en vigueur.

PLAN MIGRATOIRE EN « STAND-BY »

ROYAUME-UNI – Le controversé « Plan Rwanda » est en suspens. La chambre haute du Parlement britannique a demandé des garanties supplémentaires sur ce traité migratoire conclu entre Londres et Kigali, qui vise à expulser les demandeur-euse-x-s d'asile du Royaume-Uni vers le Rwanda. Les *Lords* ont soutenu une motion selon laquelle le Parlement ne devrait pas ratifier le pacte tant que le gouvernement n'aurait pas démontré que le Rwanda est un pays « sûr ». Les organisations de défense des droits humains ont critiqué ce plan à plusieurs reprises, le jugeant inhumain et inapplicable. En novembre dernier, la Cour suprême du Royaume-Uni a statué que cette politique était illégale, le Rwanda ne pouvant pas être considéré comme un pays sûr pour les réfugié-e-x-s. Bien que la chambre haute n'ait pas le pouvoir d'annuler un traité international, cette décision a une forte portée symbolique et pourra être utilisée en cas de recours en justice.

CULTURE DES « PUSHBACKS »

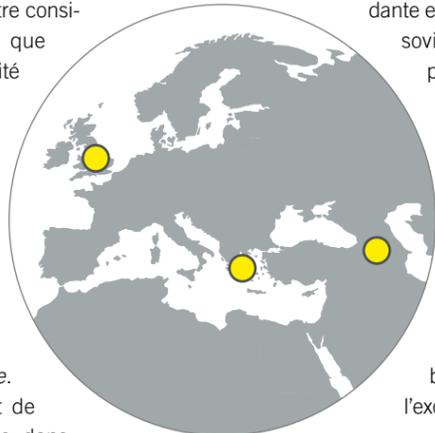
GRÈCE – Plus de 2000 *pushbacks* (refoulements) en trois ans dans les eaux territoriales grecques: ce sont les chiffres effarants relayés par le média indépendant grec *Solomon*, qui s'est appuyé sur les recherches de l'ONG de droits humains *Forensic Architecture*. Frontex, l'agence européenne chargée du contrôle et de la gestion des frontières, serait elle-même impliquée dans une centaine de ces refoulements. Ainsi, ce seraient plus de 55 445 personnes qui ont été repoussées par les garde-côtes grecs entre mars 2020 et 2023. Une preuve tangible que cette pratique illégale, contraire au droit d'asile et niée en bloc par les autorités grecques, est monnaie courante. Selon le média, les garde-côtes grecs remorquent des bateaux de personnes réfugiées vers les eaux turques ou abandonnent les passager-ère-x-s sur des radeaux. Chaque année, des milliers de personnes perdent la vie dans des naufrages en Méditerranée.

Chaque année en Méditerranée, des personnes réfugiées perdent la vie sur des embarcations de fortune.



UN PAS VERS LA PAIX

ARMÉNIE – Signe d'un apaisement dans le conflit qui oppose l'Arménie à l'Azerbaïdjan, le Premier ministre arménien a proposé à l'Azerbaïdjan un pacte de non-agression, en attendant qu'un accord de paix durable soit trouvé entre les deux États. Les voisins du Caucase se livrent une guerre depuis 2020 pour se disputer la région séparatiste du Haut-Karabakh. Cette enclave montagneuse, à majorité arménienne, est reconnue par la communauté internationale comme faisant partie de l'Azerbaïdjan, mais s'est proclamée indépendante en 1991, lors de la dissolution de l'Union soviétique. Selon Amnesty International, plusieurs violations des droits humains y ont été commises durant l'offensive azerbaïdjanaise: les forces de Bakou ont coupé l'acheminement de l'aide humanitaire et procédé à des arrestations arbitraires de militant-e-x-s de la société civile. Plusieurs responsables sont accusés d'avoir torturé des prisonnier-ère-x-s de guerre. La prise de contrôle du territoire par l'Azerbaïdjan en septembre dernier a provoqué l'exode de plus de 100 000 Arménien-ne-x-s.



EXÉCUTIONS EN SÉRIE

IRAN – Début d'année sombre en Iran:

quatre hommes d'origine kurde – Mohammad Faramarzi, Mohsen Mazloum, Vafa Azarbar et Pejman Fatehi – ont été exécutés le 29 janvier. Victimes de disparitions forcées durant plusieurs mois dans un premier temps, ils ont ensuite été jugés en secret et condamnés à mort par la Cour suprême d'Iran. Mais la répression et les violations des droits humains ne s'arrêtent pas là: plusieurs autres hommes risquent d'être exécutés. Mojahed (Abbas) Kourkouri, Anwar Khezri, Farhad Salimi, Kamran Sheikheh, Khosrow Basharat et Reza (Gholamreza) Rasaei ont eux aussi été condamnés à mort. Tous ont été torturés ou soumis à des mauvais traitements par les forces iraniennes pour obtenir des « aveux ». L'Iran utilise la peine de mort comme un moyen de faire taire les voix dissidentes, en visant les minorités ethniques et religieuses du pays.



GÉNOCIDE EN AMAZONIE

BRÉSIL – Des orpailleurs clandestins ont repris le contrôle des réserves Yanomami, après plusieurs opérations militaires visant à les en déloger. Dans cette région protégée d'Amazonie où les activités minières illégales sont monnaie courante, la situation est critique pour les populations autochtones locales. Les activités minières qui engendrent une pollution des eaux au mercure affectent gravement la santé des Yanomami. Selon le ministère de la Santé brésilien, plus de 308 d'entre eux sont mort-e-x-s entre janvier et novembre 2023. Le président Lula a annoncé que l'armée serait déployée dans la région – placée en urgence sanitaire – de façon permanente, et non plus provisoire, pour endiguer le phénomène.

La communauté autochtone est confrontée à une crise sanitaire et à la famine.



UNE EXÉCUTION INHUMAINE

ÉTATS-UNIS – Le 25 janvier, l'État d'Alabama a procédé à l'exécution d'un condamné à mort, Kenneth Eugene Smith, par inhalation à l'azote. C'est la première fois qu'un État américain utilise une telle méthode, jugée inhumaine par plusieurs ONG ainsi que par l'ONU. Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a assimilé cette méthode à de la « torture » et a appelé à un moratoire sur ce type d'exécutions. Le protocole d'exécution par hypoxie à l'azote de l'Alabama ne prévoit pas de sédation, alors que même l'Association américaine vétérinaire recommande d'administrer un sédatif aux animaux euthanasiés de cette façon. Les autorités locales estiment de leur côté que l'inhalation à l'azote n'est pas contraire aux droits humains. Fait d'autant plus marquant: le *Death Penalty Information Center* précisait dans son rapport annuel de décembre 2023 que la plupart des condamnations à mort aux États-Unis ne pourraient probablement plus être prononcées aujourd'hui. Il n'est par exemple plus possible qu'un juge outre passe l'avis du jury, comme dans le cas de Kenneth Eugene Smith où onze jurés sur douze avaient opté pour la prison à perpétuité plutôt que la peine de mort.



UNE PEINE HISTORIQUE

THAÏLANDE – 50 ans de prison pour des messages, jugés offensants à l'égard de la famille royale, publiés sur Facebook. C'est le triste sort réservé au militant prodémocratie Mongkol Thirakot, condamné le 18 janvier dernier. Selon l'organisation *Thai Lawyers for Human Rights* (TLHR), ce serait la plus longue peine de prison jamais prononcée dans le Royaume au motif de lèse-majesté. Disposant de l'une des législations en la matière les plus répressives au monde, la Thaïlande mène depuis trois ans – date du soulèvement du mouvement prodémocratie – une véritable croisade contre les critiques envers le roi Rama X. Toujours selon TLHR, ce sont au total plus de 250 personnes, parmi lesquelles des mineures, qui ont été jugées pour crime de lèse-majesté. L'abolition de ce motif de condamnation est l'un des combats centraux de l'opposition prodémocratie.



REGARD DÉCALÉ DES GIRAFES POUR CONTRER LA CENSURE



Les girafes de Namibie seraient-elles plus fortes que la censure chinoise? En postant un message des plus anodins sur la préservation de la faune en Afrique australe sur le réseau social Weibo, l'ambassade des États-Unis à Pékin a créé une brèche dans la chape de plomb qui pèse sur les réseaux sociaux chinois. Réalisant que le post en question avait échappé à la censure, les internautes chinois-es-x ont massivement réagi pour dénoncer la situation du secteur financier chinois – en souffrance depuis la pandémie de Covid-19. Un secret pourtant jalousement défendu par Pékin. Entre censeurs et censuré-e-x-s, c'est la loi de la jungle. OPT

(RE)PRENONS CONTACT

Un article vous a fait réagir? Vous souhaitez proposer un sujet pour notre prochain numéro? Ou faire paraître une lettre de lecteur-riche-x? La rédaction du magazine AMNESTY se fera un plaisir de vous lire et de vous répondre.

La rédaction

Écrivez-nous à redaction@amnesty.ch ou par courrier à Amnesty International Suisse, Rédaction AMNESTY, case postale, 3001 Berne.



© John Moore/Getty Images

Les flux migratoires de personnes en provenance d'Amérique latine représentent depuis longtemps un enjeu de la campagne présidentielle aux **États-Unis**. Mais depuis le début de l'année, la situation à la frontière avec le Mexique s'est encore une fois envenimée, et les relations entre Houston et Washington se sont crispées. Début janvier, le Texas a de nouveau autorisé sa Garde nationale à installer des barbelés et des clôtures à la frontière. En réaction, le gouvernement fédéral a demandé à l'État de revenir immédiatement sur sa décision. Pendant ce temps, des milliers de personnes attendent du côté mexicain dans l'espoir d'entrer d'une manière ou d'une autre aux États-Unis.

LEVER LE POING ! ET S'ORGANISER...



Patrick Walder,
coordinateur de la campagne
pour le droit de manifester.

Où trouver de l'espoir en cette période de guerres et de crises? Certainement pas auprès des gouvernements ou des politiques, de l'UE ou des Nations unies. Aujourd'hui, ce sont les mouvements sociaux qui inscrivent des thèmes importants à l'agenda mondial. Du printemps arabe au mouvement démocratique de Hong Kong, en passant par le mouvement des femmes en Iran, des personnes courageuses descendent dans la rue pour revendiquer des droits et une vie digne, pour elles-mêmes ou pour d'autres. Idem pour les manifestations mondiales comme *Black Lives Matter* ou la grève du climat, c'est la société civile qui donne le pas. À l'heure actuelle, des centaines de milliers de personnes manifestent en Allemagne contre le racisme et la haine.

Dans de nombreux pays, les manifestations sont réprimées dans le sang; dans d'autres, elles sont « tolérées » ou passées sous silence. Le cadre juridique et la réaction des autorités diffèrent d'un pays à l'autre. Mais tous ces mouvements ont un point commun: ils émergent dans la rue parce qu'ils ne trouvent personne à qui adresser leur demande, pourtant légitime et urgente. Ni aux autorités, ni aux entreprises, ni aux institutions internationales, car celles-ci échouent trop souvent – comme le montrent la crise climatique ou les guerres qui se poursuivent sous nos yeux.

C'est à nous de jouer. Nous sommes toutes concerné-e-s! Il en va de notre responsabilité commune de défendre une coexistence solidement ancrée et de nous dresser contre les politiques inhumaines. Car face à l'aggravation des crises, les conflits sociaux risquent de se durcir, le populisme de se développer, la démocratie et les droits humains d'être menacés.

C'est pourquoi le droit de manifester est absolument central. À travers la campagne d'Amnesty International *Protect the Protest*, nous défendons la liberté d'expression et de réunion, nous luttons pour conserver l'espace vital de la société civile qui a été mis sous pression dans le monde entier – et dont nous avons aujourd'hui urgemment besoin.

« *Wir sind die Brandmauer* – Nous sommes le pare-feu ». Le slogan que l'on peut entendre dans les manifestations de masse en Allemagne contre le parti d'extrême droite AfD a le mérite de présenter le mouvement comme un rempart contre le racisme et la fascisme. Mais malgré leur force et la détermination des personnes qui les font vivre, ces mouvements ne sont jamais stables et durables. Ils s'embrasent puis s'essouffent, ils disparaissent ou sont même écrasés.

Sans travail politique, sans formation, sans engagement et sans une société civile organisée, manifester ne suffit pas. Les mouvements ont besoin d'organisations qui portent leurs revendications et leur donnent du poids. Amnesty International est l'une d'entre elles. Les manifestations sont porteuses d'espoir et nous donnent la force de poursuivre notre travail. |

Livrées à elles-mêmes

Dans les régions reculées du Sahel occidental, les différents gouvernements, aux prises avec des troubles internes, n'assurent plus les tâches dévolues à l'État. Les groupes extrémistes y trouvent le terreau pour recruter et s'étendre, capitalisant sur le sentiment d'abandon des populations locales. Mais ces dernières sont aussi les premières cibles des jihadistes et des armées qui les combattent. Face à une situation qui semble désespérée, elles tentent pourtant de s'en sortir.



Une population prise en étau

Dans le sud-est du Niger, la violence de groupes terroristes rivaux prive la population de ses moyens de subsistance. Une situation encore aggravée par le réchauffement climatique.

Texte et photos par Louise Lascouès*, depuis la région de Diffa

« Certains jeunes dans la région sont tentés de rejoindre Boko Haram ou de partir en exil parce qu'ils n'ont pas de travail. » Adam Aboubacar, habitant de Maïné-Soroa.

Les images de son village s'effacent peu à peu de sa mémoire. Ses sept pirogues en bois et leurs cales grouillantes de poissons fraîchement pêchés, son champ de maïs, son jardin de tomates et de pommes de terre près de la maison... Mahamadou Zakari ne sait plus exactement quand il a dû fuir Kangarwa, son île sur le lac Tchad, à la frontière entre le Nigeria et le Niger. « Il y a une dizaine d'années », estime cet ancien pêcheur de 45 ans. Mais il n'a pas oublié ce jour où il a « tout perdu », lorsque les jihadistes ont attaqué son village et l'ont chassé de ses terres avec son épouse et leurs treize enfants. C'était un vendredi, vers six heures du matin. Il faisait encore nuit lorsque les premiers coups de feu ont retenti. « On s'est mis à courir, on a nagé dans le lac jusqu'à un bateau. Boko Haram a tué beaucoup de gens, des femmes, des enfants... J'ai perdu des proches », raconte Mahamadou Zakari.

Ce jour-là, au moins une vingtaine de villageois·es·x auraient été massacrés·e·x·s sur cette île du lac Tchad, devenu l'épicentre des violences de Boko Haram et du groupe État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP, une branche affiliée à Daech) qui y ont trouvé refuge. Après la traversée, deux de ses enfants, âgés de 6 et 7 ans, tombent malades et décèdent. La famille se réfugie d'abord dans le village de Baroua, près du lac, mais doit fuir quelques mois plus tard à cause d'une nouvelle attaque. Le même scénario se répète à Kabléwa, où l'irruption des jihadistes les pousse encore à reprendre la route en 2020 pour s'installer dans la commune de Maïné-Soroa, à une centaine de kilomètres plus à l'ouest.

Au Sahel, l'engrenage des conflits et les effets dévastateurs du changement climatique, combinés à une pauvreté endémique et à l'instabilité politique, ont plongé la région dans une crise humanitaire sans précédent. Depuis le début des hostilités au Mali en 2012, plus de cinq millions de Sahélien·e·x·s ont dû fuir leur foyer. Au Niger, l'un des pays les plus pauvres au monde, près de trois millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire aigüe, 17% d'entre elles sont dans un état critique. Et depuis le coup d'État de l'armée fin juillet, la crainte d'une aggravation de la situation humanitaire grandit. Dans la région de Diffa, qui compte le plus grand nombre de déplacé·e·x·s et de réfugié·e·x·s dans le sud-est du Niger, plus de 200 000 personnes ont été chassées de leurs terres par les violences, mais aussi poussées par la faim et les sécheresses qui grignotent les sols de cette zone désertique.

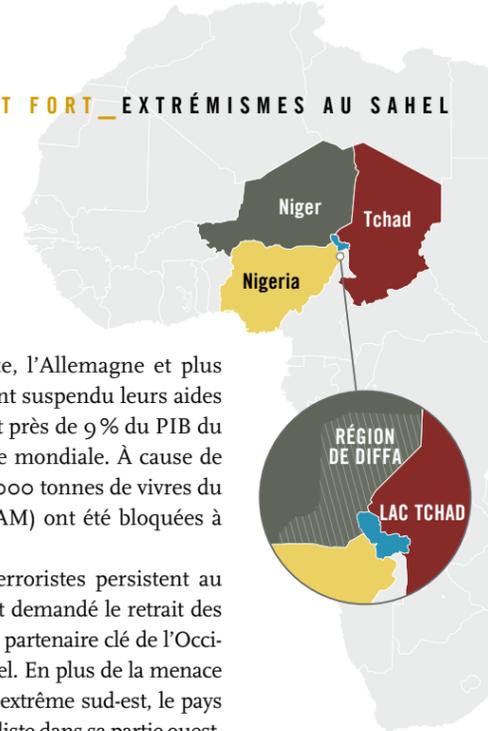
Autour du lac Tchad, plus de 200 000 personnes ont été déplacées par les violences et les sécheresses.

Plusieurs pays, tels que la France, l'Allemagne et plus généralement l'Union européenne, ont suspendu leurs aides au développement, qui représentaient près de 9% du PIB du Niger, selon les chiffres de la Banque mondiale. À cause de la fermeture des frontières, plus de 9000 tonnes de vivres du Programme alimentaire mondial (PAM) ont été bloquées à l'extérieur du pays.

Pendant ce temps, les attaques terroristes persistent au Niger, où les militaires au pouvoir ont demandé le retrait des soldats français de ce pays qui était un partenaire clé de l'Occident dans la lutte antiterroriste au Sahel. En plus de la menace de Boko Haram et de l'ISWAP dans l'extrême sud-est, le pays doit faire face à un deuxième front jihadiste dans sa partie ouest, à la frontière avec le Mali et le Burkina Faso, où les groupes affiliés à l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) et à Al-Qaïda ne cessent de renforcer leur emprise [voir carte en page 17].

« **Vendredi noir** » | Longtemps épargné par le groupe islamiste Boko Haram, dont l'insurrection a éclaté en 2009 dans le nord du Nigeria, le Niger a connu sa première attaque le 6 février 2015. Ce « vendredi noir », les combattants mènent une double offensive contre les villes de Bosso et de Diffa, le chef-lieu de la région. Plusieurs soldats nigériens sont tués. L'attaque est repoussée mais crée une onde de choc dans la région et marque l'entrée du Niger dans la lutte contre Boko Haram. Depuis, les jihadistes ont multiplié les raids meurtriers : villages brûlés et pillés, attentats-suicides, kidnappings...

En 2015, les États riverains du lac Tchad – le Niger, le Nigeria, le Tchad, le Cameroun et le Bénin – créent une coalition militaire, la Force multinationale mixte (FMM), composée de 8500 soldats. Dans la foulée, les autorités nigériennes lancent un appel à la reddition volontaire et mettent en place un programme de déradicalisation et de réintégration [lire notre article en pages 18-19]. Des centaines de combattants se rendent. Si les opérations de sécurisation – parfois menées au prix d'exactions contre les civil·e·x·s – mais surtout les affrontements meurtriers entre les organisations islamiques rivales ont affaibli les groupes, les attaques persistent malgré tout. La branche de l'ISWAP est désormais la principale menace dans la région du lac Tchad. « Cette faction est beaucoup plus organisée et a bénéficié de soutiens logistiques de formateurs venus du Mali. Certains repentis ont aussi repris les armes parce qu'ils ne trouvaient pas de travail », explique le politologue Maman Inoua Elhadji Mahamadou Amadou, spécialiste de la région de Diffa.



A Digargo, les habitant·e·x·s utilisent la technique du *zai* pour régénérer les sols dégradés par le changement climatique.



Sur les rives et les îles du lac Tchad, des dizaines de villages sont passés sous le contrôle des jihadistes qui y imposent la charia, la loi islamique, à la force des armes. « Les habitants doivent payer la zakât [une taxe prélevée au nom de l'islam, *ndlr*] sur leur bétail et leurs récoltes, le port du voile est obligatoire et la musique interdite. Ceux qui sont soupçonnés de collaborer ou de donner des informations aux autorités sont exécutés, les voleurs sont jugés et leur main coupée », énumère le chercheur, qui a pu s'entretenir avec d'anciens combattants.

Impossible retour | Les violences ont poussé de nombreux riverains du lac Tchad et des berges de la rivière Komadougou Yobé, qui sépare le Niger et le Nigeria, à désertier pour se réfugier le long de la route nationale 1. À Maïné-Soroa, qui abrite plusieurs sites d'accueil de personnes déplacées gérés par les autorités et les humanitaires, des centaines d'abris de fortune – des cabanes en paille et des tentes en bâches – remplissent l'horizon.

Dans sa hutte, où il s'entasse avec ses enfants, Mahamadou Zakari vit toujours avec l'angoisse de voir ressurgir ses anciens bourreaux. « On vit dans la peur. Boko Haram a enlevé un de nos voisins sur le camp il y a neuf mois, puis ils ont kidnappé le chef du village d'à côté », souffle-t-il. Enlèvements contre rançons, assassinats ciblés, pistes piégées par des mines artisanales... Les groupes continuent de mener des assauts sanglants en franchissant la Komadougou Yobé. En 2019, le bureau de l'ONG Médecins sans frontières de Maïné-Soroa a été pris pour cible par des hommes armés.

À chaque attaque, son lot de rescapé·e·x·s. Entre juillet et décembre 2023, plus de 23 000 nouvelles personnes déplacées en provenance des communes les plus touchées par les violences (N'Guimi, Bosso, Toumour et Maïné-Soroa) ont été enregistrées. Mahamadou Zakari perd peu à peu l'espoir

de retourner vivre dans son village. « La crise ne finit pas, la situation ne fait qu'empirer. L'année dernière, un habitant a voulu retourner là-bas, il a été tué par les terroristes. Boko Haram occupe notre village. » Sur ces terres arides balayées par les sables, cet ancien pêcheur et cultivateur dépend désormais de l'aide humanitaire pour se nourrir. Pour compléter, il s'est improvisé « docker » au marché, où il gagne 500 à 1000 nairas (moins d'un franc suisse) en chargeant des marchandises sur les véhicules de commerçant·e·x·s. Bien loin des 300 000 nairas (290 francs suisses) que pouvait lui rapporter chaque bateau de poissons dans son ancien village. À côté, son épouse Maou Mangou, une ancienne vendeuse d'arachides, regarde sa fille errer près d'elle. « Je n'ai pas de travail ici. Les enfants doivent marcher trois kilomètres pour aller à l'école. Le soir, ils sont fatigués et n'arrivent pas à apprendre leurs devoirs », s'inquiète la jeune femme.

Des ressources amoindries | Pompes à eau saturées, écoles et centres de santé débordés, champs occupés... Dans la région, l'afflux des personnes qui fuient les violences augmente la pression sur les ressources naturelles et les infrastructures, déjà faibles. À Digargo, près de Diffa, la population a quintuplé avec l'arrivée de 10 000 déplacé·e·x·s ces dernières années. « Nous étions 2000 avant, nous avions des champs de mil, de sorgho, de haricots et beaucoup d'arbres. Presque tout a été coupé », raconte Brah Boulama Adjin, le fils du chef de Digargo. Il y a huit ans, les exilé·e·x·s trouvaient refuge dans les cours des maisons. Puis faute de place, iels se sont installé·e·x·s dans les champs cédés par la population. « Il fallait trouver un endroit pour les accueillir. Ce sont nos frères, c'est normal qu'on les aide. Mais à ce rythme ça risque de devenir compliqué. Nous n'aurons plus de place pour cultiver et j'ai peur que ça ne crée des conflits à l'avenir », ajoute-t-il.

Depuis les années 1960, le lac Tchad a perdu 90 % de son volume en raison de sa surexploitation et du changement climatique. Dans la région de Diffa, les paysan·e·x·s sont en première ligne face à l'avancée de la sécheresse. Ensablement des rives du lac, désertification des sols, irrégularité des pluies et inondations dévastatrices, la raréfaction des ressources naturelles aggrave les tensions entre les communautés, notamment celles pratiquant l'élevage et l'agriculture. À Digargo, les acacias et les dattiers du désert ont presque disparu. Dans son champ, hérité de ses grands-parents, Aboukar Bachtouloum pointe les dunes ocre au loin. « Avant c'était une forêt, il y avait des gazelles, des singes, tout a disparu », s'attriste-t-il. « À l'époque, la terre était fertile. Mes grands-parents pouvaient récolter 50 sacs de 50 kilos de céréales par an. Quand j'ai commencé à semer, ça ne donnait rien, j'ai dû essayer plusieurs fois pour arriver à seulement dix sacs », indique le paysan.

Le PAM et l'UNICEF ont mis en place un projet pour tenter de renforcer la cohésion sociale et la résilience des populations en 2020, en créant des jardins maraîchers partagés, plantant des arbres, restaurant des sols dégradés ou en fixant des dunes de sable mouvantes. Depuis trois ans, les cultivateur·rice·x·s, soutenu·e·x·s par le PAM, tentent de régénérer les terres grâce au *zai*, une technique traditionnelle qui consiste à creuser des trous pour retenir l'eau, avec du fumier organique. « J'ai réussi à récupérer mon champ, mes rendements ont doublé », se réjouit Aboukar Bachtouloum.

« Bombe à retardement » | La guerre imposée par les jihadistes pèse lourd sur l'économie de la région, autrefois florissante grâce au commerce de la pêche et du poivron rouge. Les habitant·e·x·s vivent sous l'état d'urgence depuis 2015 : les autorités ont instauré un couvre-feu, interdit les motos et fait fermer certains marchés, pour tenter d'assécher les sources de revenus des groupes. Après les premières attaques, elles ont également ordonné l'évacuation des îles du lac Tchad, privant

la population de la pêche comme moyen de subsistance. Un plan de retour volontaire a été mis en place en 2021, mais la peur demeure. Beaucoup de paysan·ne·x·s n'ont plus accès à leurs champs, tandis qu'à Diffa le manque d'emploi pousse une frange de la jeunesse à la criminalité. « On voit se développer de façon inquiétante le phénomène des 'palais', des groupes désœuvrés qui se rassemblent pour se droguer et voler. Certains commencent à rejoindre Boko Haram. C'est une bombe à retardement », alerte une autorité locale.

Depuis le coup d'État en été dernier, la région de Diffa a été d'autant plus fragilisée par les effets des sanctions économiques imposées par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest pour tenter de faire plier les putschistes. Fermeture des frontières, suspension des transactions commerciales, gel des avoirs de l'État, l'embargo asphyxie un pays où près de 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, avec moins de deux francs suisses par jour. Les coupures d'électricité, dont 70 % était fournie par le Nigeria, sont quotidiennes, les pénuries de médicaments et de liquidités se multiplient et les prix des céréales flambent. « C'était déjà difficile avec l'insécurité, mais là c'est devenu très dur. Le sac de riz a presque triplé, des familles peuvent passer un jour sans manger », rapporte un journaliste à Diffa. Fin juillet, le jeune homme – qui préfère s'exprimer sous couvert de l'anonymat après avoir subi des « pressions » – a suivi avec inquiétude les nouvelles du renversement du président Mohamed Bazoum par les militaires, à plus de 1300 kilomètres de là, dans la capitale. « Le récent coup d'État au Niger ne résout rien. Au contraire, les attaques continuent. Maintenant que les hauts gradés sont à Niamey, j'ai peur que cela crée un vide ici, zone propice aux terroristes, et surtout que la pauvreté alimente leurs rangs. » |

** Travailler pour un média étranger au Sahel présente des risques importants pour la sécurité des journalistes. C'est pourquoi ce reportage est rédigé sous un pseudonyme.*



Mahamadou Zakari et son épouse, Maou Mangou.



Yagana Souleymane et ses deux coépouses travaillent dans le jardin maraîcher du village de Digargo.

Sous pression(s)

Au Sahel, la population civile paie le plus lourd tribut à la guerre acharnée que se livrent les groupes jihadistes et les juntes militaires au pouvoir. Propos recueillis par Jean-Marie Banderet

En un peu plus de deux ans, quatre pays du Sahel – le Mali, la Guinée, le Burkina Faso et le Niger – ont été le théâtre de *putschs*. La région abrite de nombreux groupes jihadistes, de Boko Haram au Nigeria à Katiba Macina au Mali, en passant par différentes factions affiliées à l'État islamique (EI) ou à Al-Qaïda. Pendant près de dix ans, jusqu'à ce qu'elle se retire du Niger en décembre dernier, la France a tenté de jouer au gendarme avec les opérations « Serval » puis « Barkhane », sans parvenir à endiguer l'extrémisme dans la région. La population civile se retrouve prise en étau, entre bavures des troupes régulières, attaques jihadistes et faillite des différents États. Focus sur une région sous pression à travers les regards croisés de Cécile Petitdemange* et d'Yvan Guichaoua**.

▷ **AMNESTY: Comment expliquer cette vague de coups d'État au Sahel?**

◁ **Yvan Guichaoua:** Le Mali, le Niger et le Burkina Faso ont des trajectoires similaires: des régimes civils contestés, un conflit ouvert avec des groupes jihadistes, la faillite des soutiens militaires étrangers. Ou autrement dit, le double échec de l'intervention extérieure et des régimes démocratiques locaux. Une fois le pouvoir entre leurs mains, les putschistes de ces trois pays se sont retirés de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, ont rejeté l'aide occidentale au profit d'alliances ou de rapprochements avec la Russie et mutualisé leurs moyens militaires. Des décisions qui s'accompagnent également d'un durcissement de la politique intérieure, avec son lot de répressions de l'opposition et de la presse.

▷ **La France a retiré ses dernières troupes du Mali en 2022 et du Niger en décembre dernier. En quoi ces retraits jouent-ils un rôle dans l'instabilité des pays de la région?**

◁ **Cécile Petitdemange:** L'intervention militaire française n'a pas apporté de stabilité. Au contraire, elle a nourri les dynamiques jihadistes et les violences intercommunautaires. Avec l'appui des troupes de Barkhane, les armées locales ont commis des exactions innombrables. Considérer l'intervention française comme une réussite, c'est tomber dans le panneau

du récit de l'Élysée. L'armée française n'a pas non plus su protéger ses informateurs, qui se prennent un retour de bâton maintenant qu'elle est partie. La région entière est entrée dans une logique de guérilla, avec son lot de vengeances et de représailles sans fin.

◁ **YG:** Dans la zone des trois frontières (Mali, Burkina Faso, Niger), l'EI a pris le relais et les civils ont souffert de manière catastrophique, avec des déplacements massifs et des victimes en grand nombre. Les nouvelles juntes s'éloignent délibérément des règles du droit international humanitaire, utilisent la force sans restriction et redéfinissent l'ennemi en amalgamant les groupes sécessionnistes et les jihadistes. La population civile qui ne peut se déplacer se retrouve prise au piège et devient, elle aussi, la cible des forces gouvernementales. Au Burkina Faso, ce message est même porté par les autorités et leurs propagandistes qui disent: « Si vous restez dans des zones jihadistes, vous êtes complices. Vous êtes donc une cible légitime. » Au Mali, le discours officiel n'est pas aussi explicite, mais les preuves d'exactions commises par les forces gouvernementales avec l'appui de Wagner – devenue *Africa Corps* depuis la disparition de Prigojine – abondent.

▷ **Pourquoi l'intervention militaire française a-t-elle échoué?**

◁ **CP:** Cibler les têtes jihadistes ne fonctionne pas, car ce sont des réseaux rhizomiques, avec des racines partout. Coupez une tête à un endroit et une autre repoussera ailleurs, plus dangereuse car alimentée par vos exactions.

▷ **Comment distinguer les différents groupes jihadistes actifs dans la région?**

◁ **YG:** Présent au Mali, au Burkina Faso et dans l'est du Niger, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), gouverne selon une méthode gradualiste, avec des stratégies adaptées aux dynamiques locales. S'il partage avec d'autres groupes l'objectif de créer un grand califat organisé autour de la charia, son comportement est codifié selon les principes d'Al-Qaïda. C'est-à-dire qu'il cherche d'abord à composer avec le contexte local et ne le détruit qu'en cas d'opposition.

L'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), qui opère dans la région des trois frontières, suit une stratégie beaucoup plus radicale: quiconque ne donne pas son allégeance à l'EI se fait liquider. Comme au Moyen-Orient, les jihadistes font table rase de l'autorité en place et vident le territoire de sa population. Une fois leur pouvoir installé, ils tendent la main et offrent un retour, mais selon leurs nouvelles conditions.

◁ **CP:** Boko Haram a de la peine à s'implanter au Niger, notamment parce que les pratiques religieuses que le groupe tente d'instaurer sont trop différentes de celles de la population. Il reste donc cantonné autour du lac Tchad, car la pauvreté qui frappe la région lui permet de recruter en promettant des perspectives d'emploi et d'autres avantages.

▷ **Comment les groupes extrémistes arrivent-ils à recruter?**

◁ **CP:** Lorsqu'elles ne sont pas purement économiques, les raisons qui poussent les gens à prendre les armes répondent souvent à une logique d'autodéfense, de vengeance aux discriminations. C'est par exemple le cas pour la communauté peule, qui s'est radicalisée en réaction aux stigmatisations qui la visaient. D'autres franges de la population entrent également dans ce cycle de défense, en réaction à des attaques de l'armée au nom de la lutte contre le terrorisme.

◁ **YG:** Quand les abus des forces de sécurité dépassent une limite tolérable, le pouvoir d'attrait des jihadistes devient énorme: rejoindre leurs rangs, c'est rétablir la justice. Les mouvements jihadistes s'appuient également sur des clivages locaux, des fractures sociales ou des vieux comptes non réglés avec l'État. Ils s'appuient par exemple sur la grogne de bergers soumis à une taxation abusive, ou se mettent d'accord avec des braconniers dans les réserves naturelles.

▷ **Pourquoi les efforts de « pacification » ne fonctionnent-ils pas?**

◁ **YG:** Depuis les coups d'État, les régimes militaires ne veulent plus du dialogue avec les islamistes, jugé comme une forme de complicité avec les terroristes. La seule option qui reste, c'est celle du marteau, et les régimes sahéliens ne se privent pas de l'utiliser.

◁ **CP:** Au Tchad, la réponse des autorités est catastrophique. Hormis la réaction militaire, elles tentent de déradicaliser le pays en distinguant les « bons » des « mauvais » musulmans, une entreprise aussi impossible que maladroite, car elle renforce la stigmatisation. La lutte contre le jihadisme est aussi une rente pour les personnes au pouvoir. En se présentant comme le « gendarme du Sahel », Mahamat Idriss Déby drague les fonds internationaux de lutte contre le terrorisme et tente de légitimer sa position comme président du Tchad. Il lui manque une stratégie basée sur le dialogue. |

PRINCIPAUX GROUPES ISLAMISTES

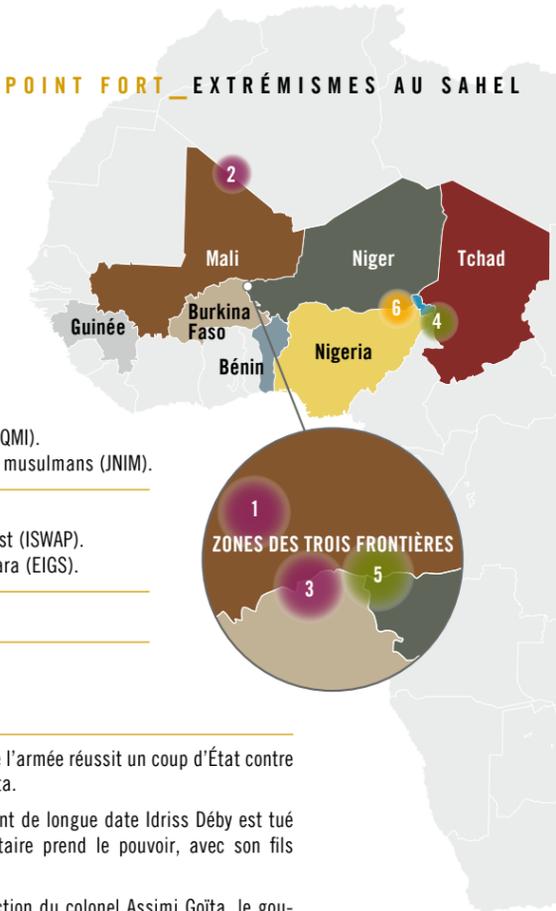
Affiliés à Al-Qaïda

- 1 Katiba Macina.
- 2 Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI).
- 3 Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM).

Affiliés à l'EI

- 4 État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP).
- 5 État islamique dans le Grand Sahara (EIGS).

- 6 Boko Haram.



INSTABILITÉ POLITIQUE

18 août 2020, Mali – Une partie de l'armée réussit un coup d'État contre le président Ibrahim Boubacar Keïta.

20 avril 2021, Tchad – Le dirigeant de longue date Idriss Déby est tué par des rebelles. Un conseil militaire prend le pouvoir, avec son fils Mahamat à sa tête.

24 mai 2021, Mali – Sous la direction du colonel Assimi Goïta, le gouvernement de transition est destitué; des officiers prennent le pouvoir.

6 septembre 2021, Guinée – L'armée renverse le président impopulaire Alpha Condé, au pouvoir depuis 2010.

24 janvier 2022, Burkina Faso – L'armée se rebelle contre le président Roch Marc Christian Kaboré et prend le pouvoir.

30 septembre 2022, Burkina Faso – Le président de transition, au pouvoir depuis janvier, est renversé et le capitaine Ibrahim Traoré prend la tête du pays.

26 juillet 2023, Niger – Un groupe de soldats crée une junta militaire alors que le président est séquestré par la garde présidentielle.

Retrouvez la version complète de l'interview sur [amnesty.ch/interview-sahel](https://www.amnesty.ch/interview-sahel)



*Cécile Petitdemange est docteure en anthropologie et sciences politiques, ainsi qu'analyste en études africaines.



**Yvan Guichaoua est spécialiste du Sahel et des questions de sécurité, chercheur et maître de conférences sur les conflits internationaux à l'University of Kent.



◀ Un ancien combattant de Boko Haram dans l'un des centres pour repentis mis en place au Nigeria.

Le long chemin du retour

Abdu Kasim a rejoint Boko Haram parce qu'il ne pouvait plus subvenir à ses besoins. Après quelques années, écœuré par les violences du groupe extrémiste, il a voulu en sortir. Mais le retour à une vie normale est un vrai défi. Par Bettina Rühl

La colère est toujours perceptible dans sa voix lorsqu'Abdu Kasim* raconte ce que le gouvernement nigérian lui a fait subir il y a douze ans. À l'époque, les douanes avaient confisqué son camion, quand bien même il ne circulait qu'à l'intérieur des frontières du Nigeria. « Pendant cinq mois, j'ai tout essayé pour récupérer mon véhicule », raconte-t-il. En vain. Il a fini par apprendre que son camion avait été vendu aux enchères pour un million de nairas, soit environ 960 francs suisses.

Il est impossible de vérifier la véracité de l'histoire d'Abdu Kasim, mais elle est tout à fait plausible dans le contexte nigérian. Pour ce père de famille, la perte de son camion signifie la disparition de son moyen de subsistance. Impossible pour lui de prendre un nouveau départ car il n'a pas de réserves. En réaction, par nécessité économique et parce qu'il ne voit pas d'autre issue, il rejoint le mouvement terroriste islamiste Boko Haram, qui commet régulièrement de graves violations des droits humains au Nigeria. « Je voulais me venger du gouvernement et lui faire le plus de mal possible », confie Abdu Kasim.

Désir de revanche | Pour Abdu Kasim, la confiscation de son camion a suffi à ce qu'il se radicalise. Ce phénomène n'est pas isolé. En février 2023, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) publiait un rapport sur les motifs de recrutement dans les groupes radicaux en Afrique. Selon celui-ci, près de la moitié des 2200 personnes interrogées ont déclaré s'être radicalisées, ou avoir rejoint un groupe extrémiste à la suite d'un événement précis. Parmi ces personnes, 71 % ont évoqué des violations de leurs droits fondamentaux, souvent commises par les forces de sécurité de l'État, comme « leur point de basculement ». En particulier, l'assassinat ou l'arrestation d'un membre de la famille ou d'un ami. Toujours selon l'étude du PNUD, les mesures étatiques qui s'accompagnent d'une forte escalade des violations des droits humains semblent être le principal facteur qui pousse les individus à rejoindre des groupes extrémistes violents en Afrique. Et cela devant les convictions religieuses qui ont pour leur part été reléguées à la troisième place, avec 17 % des personnes interrogées.

Un quart des hommes interrogés ont déclaré avoir rejoint un groupe extrémiste dans l'espoir de trouver des opportunités d'emploi. Les mouvements font souvent de la propagande en promettant de verser une sorte de salaire à leurs membres – une promesse qui n'est généralement pas tenue.

Motivation en baisse | Lorsqu'Abdu Kasim rejoint Boko Haram, il est totalement convaincu du bien-fondé de l'objectif que poursuit le groupe : instaurer la charia dans tout le Nigeria. Il commence par suivre une formation militaire de base pour devenir expert en explosifs. « Je voulais faire le plus de dégâts possible », explique-t-il. Sa « brigade » visait surtout l'armée, en plaçant des charges sur les routes qu'empruntaient les convois militaires ou en s'attaquant aux casernes. Mais pas seulement.

À l'en croire, Abdu Kasim n'a pas participé à l'enlèvement massif de 276 écolières dans une école publique de Chibok en 2014. En revanche, lui et ses compagnons d'armes ont accepté l'idée de faire souffrir des jeunes filles et leurs proches dans le but d'exposer le gouvernement et de lui faire honte de son incapacité à protéger les enfants. Selon les médias nigériens, 87 lycéennes étaient toujours aux mains de Boko Haram fin 2023, quasiment dix ans après leur enlèvement.

Dans un premier temps, Abdu Kasim considère les victimes civiles comme un mal nécessaire dans sa lutte contre l'armée et le gouvernement. Mais avec le temps et la multiplication des morts, il commence à douter de la compatibilité entre ses actions et le véritable islam. « Nous pouvions de moins en moins ignorer la misère de ceux qui avaient dû fuir leurs villages pour échapper à la violence. Les femmes et les enfants en fuite n'avaient rien à manger et aucun endroit où dormir. » Lorsqu'en 2021 il entend parler d'un programme d'amnistie du gouvernement de l'État de Borno, dans le nord du Nigeria, il décide de se rendre.

Innover pour lutter contre l'extrémisme | Depuis juillet 2021, les autorités de l'État de Borno, épicentre de la violence de Boko Haram, veulent faciliter le retour à la vie civile des anciens membres du groupe terroriste. Elles ont mis en place un programme qui promet l'impunité aux anciens combattants du groupe terroriste s'ils quittent leur groupe, rendent leurs armes ou leurs explosifs et suivent un programme de déradicalisation. Pas de soutien psychologique, mais une aide financière pour les aider à prendre un nouveau départ, loin de l'emprise de Boko Haram.

À l'origine de ce programme, il y a un homme : Abdullahi Ishaq. Mis à la retraite par l'armée, cet ancien général de brigade a été nommé conseiller spécial pour les questions de sécurité par le gouverneur de l'État de Borno en 2021. Après

des années de guerre contre Boko Haram, l'ex-général est convaincu de l'échec de la stratégie militaire du gouvernement dans la lutte contre le terrorisme. « Tantôt l'armée déclarait la victoire, tantôt Boko Haram. Cela a continué ainsi alors que les morts s'entassaient et que toujours plus de paysans devaient fuir les combats, laissant leurs champs à l'abandon. »

Depuis le début du programme, 140 000 personnes se sont déjà rendues, affirme le conseiller spécial. Ce chiffre inclut toutefois les familles qui vivent habituellement avec les combattants. Le nombre de personnes qui ont activement participé aux combats est nettement plus modeste, avec 6 900 âmes. Au terme de quelques mois de déradicalisation, elles auraient reçu un « kit de démarrage » afin de pouvoir gagner leur vie au quotidien, par exemple en pratiquant l'agriculture.

La situation sécuritaire à Borno – et surtout dans son chef-lieu Maiduguri – s'est beaucoup améliorée depuis le début du programme de désengagement en juillet 2021. Le succès apparent de l'approche coïncide avec les observations de l'étude du PNUD : combattre le terrorisme sur le terrain purement militaire a clairement montré ses limites ces dernières années, peut-on y lire. En revanche, les programmes d'amnistie ont motivé de nombreuses personnes à arrêter le combat, surtout lorsqu'elles commençaient à douter de l'idéologie du groupe ou étaient déçues par la milice.

Pour Abdu Kasim, la déception ne vient pas que de Boko Haram mais, une fois de plus, également du gouvernement : il n'a pas reçu le dédommagement promis pour les explosifs qu'il a remis. Il n'a plus d'argent pour ouvrir un magasin de pièces détachées automobiles. À l'avenir, Abdu Kasim aimerait bien gagner sa vie en tant que vendeur. Mais le chemin semble encore long pour y parvenir. |

* Nom d'emprunt.



Le général à la retraite **Abdullahi Ishaq** a fait l'expérience de la lutte contre Boko Haram et ne croit plus aux chances de succès d'une riposte militaire.



◀ Signe des liens étroits entre les différentes religions, la grande mosquée de Porto-Novo, au Bénin, s'inspire de l'église de San Salvador de Bahia, au Brésil.

de l'Ouest. La moitié de la population du Bénin se réclame du christianisme ; près de 28 % est musulmane et vit majoritairement dans le nord ; environ 12 % se considèrent officiellement comme des adeptes du vaudou. En réalité, beaucoup pratiquent plus d'une religion.

Des fossés se creusent | Or, la montée du radicalisme pourrait entraîner des répercussions négatives sur la cohabitation des religions. « Le dialogue ne va pas de soi, il faut y travailler », constate Radji Saïbou, secrétaire général pour le Bénin de l'organisation *Religions for Peace*, qui s'engage pour le dialogue interreligieux. Ce qui est remarquable en revanche, c'est l'intérêt croissant pour le vaudou. L'année dernière, lors d'une conférence de presse, Jean-Michel Abimbola, ministre du Tourisme, de la Culture et des Arts, s'est même vu demander si le gouvernement favorisait le vaudou par rapport aux autres religions. Le gouvernement avait organisé pour la première fois le festival *Vodun Days* autour du 10 janvier, jour de fête officiel des religions autochtones. Le Bénin est pourtant un État laïc.

Alors que l'intérêt pour cette ancienne religion, longtemps mal vue et considérée comme rétrograde, est en hausse, la cohabitation entre les communautés chrétiennes et musulmanes se fait plus discrète. Dans le nord, il y a toujours eu des amitiés entre les représentants des deux religions. À Gogounou par exemple, le prêtre catholique Denis Kocou rencontre régulièrement l'imam de son quartier, Ibrahim Guerra, signe d'une cohabitation pacifique.

Mais personne ne souhaite s'exprimer sur le climat et la situation actuelle. Les demandes restent sans réponse. « Nous avons moins de contacts qu'avant », admet Djelil Yessoufou, l'imam de la mosquée centrale d'Aïdjèdo, un quartier de la métropole économique et portuaire de Cotonou. Lui aussi s'engage pour des débats et des rencontres interreligieuses. Les raisons ne sont toutefois pas les conflits et le manque d'intérêt selon lui, mais un « manque de moyens financiers » pour l'organisation de rencontres.

La peur empêche le dialogue | Ces dernières années, les gens semblent plus prudents, surtout dans le nord – théâtre des attaques. On préfère ne pas s'exprimer sur la situation sécuritaire et le danger des milices terroristes. La méfiance envers les autres a grandi. On se tait pour se protéger.

Des craintes qui gagnent peu à peu le pays. « Les gens ont peur », confie Djelil Yessoufou. Certes, ici, à plusieurs centaines de kilomètres au sud, les attentats sont encore loin et il n'y a guère d'informations sur ce qui se passe au nord. Mais en tant que secrétaire général de l'Union islamique du

Bénin, Djelil Yessoufou est en contact avec des imams et des représentants de mosquées de tout le pays, et échange régulièrement avec eux. « Les gens s'inquiètent parce que l'extrémisme se répand. Il y a des enlèvements et des agressions. »

Une attaque particulièrement violente a eu lieu en mai 2023 dans le département de l'Atacora, situé au nord-ouest du pays. Dans les villages de Kaobagou et Guimba-gou, des hommes armés ont assassiné vingt personnes. Quatre mois plus tard, les Nations unies comptaient près de 10 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays.

L'extrémisme est visible depuis longtemps. Selon le dernier rapport du groupe de réflexion néerlandais *Clingendael* sur le développement dans le nord du Bénin, des témoins auraient vu des partisans du groupe radical JNIM proférer des menaces contre une école publique à la mi-mai 2023 et exigé sa fermeture. Le JNIM est né en 2017 après la fusion de plusieurs milices au Mali, où des villages entiers sont sous leur contrôle. La population locale est contrainte de se conformer à une interprétation particulièrement stricte de la charia, la loi islamique. De manière générale, les organisations islamistes violentes de la région exercent une pression massive sur les écoles.

Un manque de perspectives | On a longtemps pensé que la violence se propageait de l'extérieur vers le pays. Mais le rapport *Clingendael* montre qu'il y a eu depuis longtemps un chevauchement. Des personnes s'adonnant à la contrebande ont par exemple rejoint des groupes extrémistes violents.

Ceux qui se rendent à Parakou entendent souvent dire que la région se sent délaissée. La ville se trouve au centre du Bénin, mais est considérée comme faisant partie du nord. Depuis le coup d'État au Niger en juillet 2023, les affaires vont mal. En raison de la fermeture des frontières, les marchandises ne peuvent plus être transportées dans le pays voisin. Les entreprises de transport, les chauffeurs, mais aussi les femmes qui se tiennent sur les axes routiers pour vendre de la nourriture en souffrent. Ce sont surtout les jeunes qui se plaignent du manque de perspectives. Selon le Programme des Nations unies pour le développement, ce n'est pas tant l'idéologie religieuse que le manque d'emplois qui pousse les gens à rejoindre des mouvements extrémistes. Cela, dans un contexte de nombreux conflits locaux pour l'accès à la terre.

L'imam Yessoufou mise sur une approche globale. Si l'on parle d'extrémisme, il faut aussi parler de la composante sociale. Outre des perspectives pour les jeunes, des mesures de prévention sont importantes. « Nous avons par exemple une responsabilité en ce qui concerne les programmes d'enseignement des écoles coraniques. Les idées radicales ne doivent pas y avoir de place. » |

La tolérance religieuse en péril

Longtemps considéré comme un exemple d'harmonie entre confessions, le Bénin doit faire face à la violence croissante des groupes extrémistes. Un dialogue serait essentiel pour contrer la montée du radicalisme. Par Katrin Gänsler, correspondante à Cotonou

L'incident survenu mi-décembre l'a clairement montré : la violence des mouvements islamistes a définitivement atteint le Bénin. Dans le nord du pays, non loin de la frontière avec le Niger, une bombe artisanale explosait au passage d'une patrouille, tuant deux soldats sur le coup. Trois semaines plus tard, les forces de sécurité béninoises ont tué cinq hommes armés dans le village de Tissoua, une centaine de kilomètres plus loin, comme l'ont rapporté les médias locaux.

C'est un fait : l'extrémisme se propage au Bénin. Selon l'ONG *Armed Conflict Location and Event Data Project* (ACLED), basée aux États-Unis, la situation dans le pays est

« turbulente ». Le Bénin occupe la 43^e place des pays les plus conflictuels au monde. Depuis fin 2021, des mouvements extrémistes comme le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), proche d'Al-Qaïda, et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) y sévissent. Les régions septentrionales des États côtiers du Togo, du Ghana et de la Côte d'Ivoire sont également touchées.

Pourtant, l'ancienne colonie française qui partage ses frontières avec le Nigeria à l'est, le Burkina Faso et le Niger au nord, et le Togo à l'ouest, a longtemps été considérée comme sûre et politiquement stable. Mais surtout, comme un exemple de tolérance et de coexistence religieuse en Afrique

En première ligne

Les femmes souffrent particulièrement des violences des groupes extrémistes. Mais au lieu de baisser les bras, elles s'engagent activement dans le travail de prévention. Par Natalie Wenger

Le lundi 14 avril 2014, 276 élèves se préparaient à passer leurs examens dans l'école secondaire du village de Chibok, au Nigeria lorsque des combattants de Boko Haram ont fait irruption dans le bâtiment. À ce jour, un peu moins d'une centaine d'écolières sont toujours portées disparues.

Celles qui sont revenues ne sont plus pareilles. Beaucoup ont subi des violences sexuelles, des mariages et des conversions forcées, certaines ont entre-temps donné naissance à des enfants. Toutes n'ont pas eu la chance de retrouver leurs parents : plusieurs seraient mortes en captivité, d'autres comme kamikazes. Depuis ce 14 avril, Boko Haram a systématiquement envoyé des femmes commettre des attentats. Selon le groupe de réflexion *Council on Foreign Relations*, environ deux tiers des attentats du groupe ont été menés par des femmes. Une stratégie destinée à « économiser » les combattants masculins pour des missions plus importantes, selon l'*International Crisis Group*.

Comme à Chibok, les femmes sont particulièrement touchées par les violences des groupes islamistes qui se propagent au Sahel. Pourtant, « les femmes sont quasi-absentes des débats sur la lutte contre la violence extrémiste, encore dominés par des considérations militaires », explique Nicoletta Barbera, responsable de programme pour l'Afrique à l'Institut américain pour la paix (USIP). Les efforts des gouvernements se concentrent sur les interventions militaires, souvent contre-productives, en particulier au Sahel, ainsi que



Joy Bishara, une survivante de Chibok, veut aider les femmes victimes de violences.

le dialogue avec les leaders politiques et religieux – majoritairement des hommes. Les facteurs sociopolitiques, tels que l'accès à la terre et aux ressources naturelles, la corruption ou la pauvreté, sont rarement pris en compte, quand bien même ils sont instrumentalisés par les jihadistes pour recruter.

« Malgré leur rôle central dans la prévention de l'extrémisme, les femmes sont rarement considérées comme des partenaires », explique Nicoletta Barbera, qui dirige à l'USIP un programme qui travaille avec des femmes touchées par l'extrémisme au Nigeria, Niger, Burkina Faso et Mali. Du fait de leur place centrale au sein de la famille et de la communauté, les mères sont particulièrement influentes auprès des jeunes, premières cibles des recruteurs.

Le programme de l'USIP vise ainsi à créer un réseau de femmes qui défendent leurs communautés auprès des autorités locales, et à fournir des stratégies de déradicalisation aux côtés d'organisations féminines locales. « Souvent, les femmes reconnaissent très rapidement les signes de radicalisation. Elles collaborent avec les autorités locales pour chercher des alternatives aux mesures sévères, comme les peines de prison préventives », explique Nicoletta Barbera.

L'éducation est un facteur central dans le renforcement du rôle des femmes : c'est pourquoi le *Global Community Engagement and Resilience Fund*, un fonds mondial pour la prévention de l'extrémisme, a financé des projets dans la région du Sahel. Au Mali, ce sont ainsi 10 338 femmes qui ont été formées à la prévention de l'extrémisme et des conflits. Au Mali et au Burkina Faso, 297 radios communautaires sensibilisent au problème de la radicalisation. Au Nigeria, l'ONG *Women without Borders* a lancé en 2015 le projet *MotherSchools*, pour prévenir la radicalisation et implanter des processus de paix. De son côté, la *Neem Foundation* aide à réinsérer environ 1250 personnes par mois – anciens combattants et victimes.

Deux rescapées de Chibok veulent s'engager activement contre la radicalisation. Joy Bishara souhaite fonder une organisation d'aide à Chibok, et Lydia Pogu ambitionne de devenir avocate des droits humains « pour rendre justice aux gens et aux filles de Chibok ». Car comme elle avait déclaré au magazine *People* : « Boko Haram ne doit plus déterminer comment les femmes doivent vivre. »



Des employés de Remotasks annotent des données à l'intérieur d'un bâtiment loué par l'entreprise à Cagayan de Oro.

Les forçats de l'IA

Sur l'île de Mindanao, aux Philippines, des milliers d'informaticien·ne·x·s « annotent » les milliards de données nécessaires au fonctionnement des algorithmes des leaders mondiaux de l'intelligence artificielle (IA). Leurs conditions de travail trahissent un système industriel confinant à l'exploitation.

Texte et photos par Théophile Simon, à Cagayan de Oro

L'immeuble à l'angle de la rue Pabayo, au centre de Cagayan de Oro, une grande ville du sud des Philippines, est au premier abord semblable à n'importe quel autre : une façade blanche sans âme, à la peinture craquelée, cinq étages cernés par deux autres bâtisses vieillissantes, d'épais stores protégeant du soleil tropical. Difficile, pour les piétons déambulant sous les fenêtres, d'imaginer que ce bâtiment banal occupe une place centrale dans la course mondiale à l'intelligence artificielle.

Une fois passé le poste de sécurité, on pénètre dans une véritable ruche. Des dizaines de salles sans fenêtres, chacune protégée par des digicodes, ont été remplies d'un maximum d'ordinateurs. Plusieurs centaines de jeunes informaticien·ne·x·s y travaillent en silence sous le regard sévère d'un contre-maître. Sur leurs écrans défilent d'impressionnantes quantités de codes informatiques, préparées sur la rive opposée de l'océan Pacifique, dans les bureaux de Google, Apple, Amazon ou OpenAI. Chaque employé·e·x doit analyser sa part de données le plus vite possible avant de les modifier dans un logiciel.

Coup de pouce humain | Selon le jargon de rigueur, ces données sont « annotées ». Elles sont ensuite renvoyées aux États-Unis. Afin d'entraîner leurs algorithmes, champions de la Silicon Valley et autres multinationales appâtées par les promesses de l'intelligence artificielle nécessitent en effet d'immenses quantités de ces données annotées – c'est-à-dire préalablement déchiffrées et organisées par des humains. Sans ces annotations, ChatGPT débiterait des insanités, les voitures autonomes ne s'arrêteraient pas au feu rouge et le développement des smartphones connaîtrait un sérieux coup de frein.

À Cagayan de Oro, les petites mains de l'IA travaillent ainsi jour et nuit, chaque jour de la semaine. « Je viens ici du lundi au samedi, parfois le dimanche », raconte Kieffer, 23 ans, silhouette maigre et lunettes rondes. De retour à son poste après avoir avalé quelques brochettes achetées sur le trottoir d'en face, il explique : « Nous faisons les 'trois-huit' : une équipe travaille le matin, une l'après-midi et une la nuit, chaque fois avec une demi-heure de pause déjeuner. Au total, nous sommes un millier à défiler ici chaque jour. » À l'intérieur de la salle dans

laquelle il travaille, une vingtaine de ses collègues s'entassent dans une quinzaine de mètres carrés.

Ruée vers les données | Un logo vert et blanc placé dans un coin de leur écran trahit l'identité de leur employeur : Remotasks, une filiale de la start-up américaine Scale AI. Fondée en 2016 à San Francisco par Alexandr Wang, un petit génie du MIT, l'entreprise se spécialise dans la fourniture de données aux leaders mondiaux de l'IA. Un filon juteux : lors de sa dernière levée de fonds, en 2021, Scale AI a été valorisée à près de sept milliards d'euros. Le marché de l'annotation de données devrait quant à lui être multiplié par dix d'ici la fin de la décennie, pour s'approcher des 9 milliards de dollars.

Pour satisfaire l'insatiable appétit en données de la Silicon Valley, Remotasks a tissé un réseau d'environ 240 000 collaborateur·rice·x·s dans plusieurs pays du Sud, dont une bonne partie aux Philippines. Au cœur de ce réseau, une plateforme en ligne permet de dispatcher les données à annoter aux quatre coins de la planète. Chaque *tasker* – surnom donné

par Remotasks – est d’abord formé·e·x au métier dans un bureau comme celui de Cagayan de Oro, avant de retourner à son domicile pour y travailler à distance.

Armée de la Silicon Valley | Aucune des personnes employées par Remotasks ne possède un contrat de travail. Les salaires sont versés en ligne via le site PayPal, hors du système bancaire national. Ces emplois n’ont ainsi aucune existence juridique. «Au moins 10 000 personnes ont été formées rien qu’à Cagayan de Oro, qui constitue la tête de pont de Remotasks aux Philippines. Sur le papier, ces gens sont des sous-traitants indépendants. Mais ils ont un supérieur hiérarchique, des horaires de bureau et même des créneaux pour la pause déjeuner. C’est de l’exploitation pure et simple»,

témoigne un ancien cadre de Remotasks dans le pays, qui a lui-même formé des milliers de ces forçats de l’IA.

Cheiro, 27 ans, fait partie de cette armée de petites mains formées par Remotasks. Depuis sa maison de tôle nichée au cœur de l’un des bidonvilles de Cagayan de Oro, les yeux rivés sur un vieil écran, il examine un nuage de milliers de points disséminés sur un plan en trois dimensions. Juxtaposant l’ensemble avec une photo prise depuis le tableau de bord d’une voiture roulant à San Francisco, il sélectionne certains agglomérats de points à l’aide de sa souris puis note leurs coordonnées géométriques dans un logiciel.

«Chacun de ces points matérialise le rebond du laser projeté par la voiture autonome au moment où elle analyse son environnement. Je dois identifier

chaque forme afin d’aider le véhicule à distinguer une autre voiture d’un piéton, un arbre d’un panneau ou un animal d’un bâtiment. Je répète cette tâche environ douze heures par jour, sept jours par semaine, souvent la nuit», soupire-t-il en pointant vers un coin de la pièce, où une paillasse malodorante gît sur une palette de bois. «Si je comprends bien, ces données permettront un jour à l’intelligence artificielle de remplacer les conducteurs.»

Mondialisation à outrance | Non loin de chez Cheiro, installés dans un cybercafé faute d’ordinateur personnel, Junbee et John-Henry, deux garçons d’une vingtaine d’années, planchent sur des photos de nourriture. «On découpe le contour de chaque aliment avant de l’identifier dans le logiciel. En répétant cette tâche des milliers de fois, on apprend à la machine à reconnaître toute seule les objets. Cette technologie est déjà intégrée aux nouveaux iPhone», explique John-Henry en cliquant sur une photo d’œufs durs posés à côté de barres de céréales.

«Je travaille sur Remotasks sept jours sur sept depuis près de quatre ans, cela me rapporte environ 8 dollars par jour, pour dix à douze heures de travail quotidien. C’est moins que le minimum légal et je n’ai aucune protection sociale, mais je n’ai pas le choix. Dans ce coin des Philippines, il y a très peu d’emplois», explique Junbee. «L’autre solution, c’est de vendre de la drogue. Mais je veux un avenir», ajoute John-Henry, dont l’un des parents vient d’écoper de plusieurs années de prison pour trafic de stupéfiants. Les forçats de l’IA aux Philippines pourraient cependant finir par perdre leurs emplois : Remotasks ouvre depuis peu des bureaux au Nigeria et au Venezuela, où la main-d’œuvre est encore moins chère. L’IA est une nouvelle technologie, mais certaines de ses recettes de fabrication sont, elles, tristement éculées. |

Le droit de jouir

Au Caire, une clinique gynécologique fournit des cours d’éducation sexuelle. Une démarche originale pour défendre les droits des Égyptiennes en levant le tabou qui entoure leur corps et leur sexualité. Par Hannah El-Hitami

Impossible de veiller à sa santé si l’on ne connaît pas son propre corps. C’est pourquoi les patientes de la clinique gynécologique *Motherbeing*, au Caire, commencent par suivre quelques cours d’éducation sexuelle. Avant leur première visite, les jeunes filles et les femmes reçoivent un livret appelé *Body Basics*. Elles peuvent y découvrir comment leurs seins ou leur vulve sont faits, et comment ces organes fonctionnent. La brochure explique aussi le fonctionnement des ovaires et de l’utérus, ce qu’est le clitoris et sa taille – beaucoup plus importante que beaucoup ne le pensent. On y apprend encore que le vagin ne doit pas forcément sentir la rose, quelles odeurs doivent en revanche vous inquiéter ou quels sont les symptômes qui justifient une visite médicale. Un condensé d’informations de base en somme, destiné à équiper les patientes avec les connaissances dont elles ont besoin pour poser les bonnes questions et comprendre un diagnostic.

Motherbeing est différente des autres cliniques gynécologiques d’Égypte et de la région – et même d’ailleurs. Car ici, l’éducation sexuelle fait partie intégrante du traitement. La fondatrice, Nour Emam, a puisé dans sa propre expérience traumatique à la naissance de sa fille pour éduquer les femmes sur leur corps, leur santé et leurs droits sexuels.

Elle a commencé sur Instagram pendant quelques années, avant d’ouvrir sa propre clinique au Caire, en mars 2023. Outre d’informer, elle s’est fixé pour objectif de combattre la façon dont les femmes actives sexuellement, ou qui enfreignent

d’autres règles conservatrices, sont jugées. Car, elle en est convaincue, une grande partie de l’ignorance en matière sexuelle et reproductive provient du tabou qui entoure le corps et la sexualité des femmes.



Judy Mae, une habitante de Cagayan de Oro employée par Remotasks, fin novembre 2023.



Nour Emam s’est appuyée sur sa propre expérience pour aider d’autres Égyptiennes dans leur maternité et vie sexuelle.

Désinformation | L'hymen doit être intact pour prouver la virginité : faux. Des règles douloureuses signifient que l'on n'est plus fertile : faux. Avoir accouché une fois par césarienne vous interdit tout autre accouchement par voie basse : encore faux. Nour Emam est régulièrement confrontée à bon nombre de croyances, qu'elle cherche à déconstruire avec ses patientes. Lors d'un appel vidéo, l'Égyptienne, 31 ans, nez percé et tatouages fantaisistes, explique : « C'est parce qu'il n'existe pas d'éducation sexuelle dans la famille ou à l'école, que nous, femmes, devons naviguer à travers tout un tas de préjugés et de désinformation pour nous approprier notre santé. »

Nour Emam a toujours été fascinée par la grossesse et l'accouchement. Musicienne de formation, elle a travaillé pendant des années comme DJ et productrice, jusqu'à la naissance de sa fille en 2019 qui a marqué un tournant dans sa vie. Sans raison apparente, le corps médical aurait déclenché le travail beaucoup trop tôt pour ensuite pratiquer une césarienne, contre la volonté de la jeune femme. Les violences obstétriques n'existent certes pas qu'en Égypte, c'est un phénomène mondial. Mais ici, la plupart des femmes confrontées à de tels actes n'arrivent pas à refuser des interventions, parfois sans anesthésie, et sont fréquemment négligées.

Nour Emam l'a vécu. Malgré une préparation intensive à l'accouchement, elle se retrouve démunie, impuissante au moment décisif. Après la naissance de sa fille, elle tombe dans une profonde dépression. C'est alors qu'elle découvre les *doulas*, ces personnes qui accompagnent pendant la grossesse et la naissance. Sans plus attendre, elle suit une formation en ligne, puis commence à poster des vidéos sur Instagram afin de promouvoir son travail et de défendre

les droits des femmes pendant la grossesse et l'accouchement. Rapidement, elle se rend compte que nombre de ses *followers* n'étaient pas des futures mères, mais des filles et des jeunes femmes qui se posaient des questions sur leur corps. Une révélation pour Nour Emam : « Pour avoir une expérience positive de l'accouchement, il faut être informée bien avant. » Forte de ce constat, elle lance des cours en ligne pendant la première année de la pandémie de Covid-19, où elle aborde les menstruations, le sexe et les méthodes de contraception. Trois ans après sa création, *Motherbeing* compte aujourd'hui plus de 600 000 *followers*.

« Parce qu'il n'existe pas d'éducation sexuelle dans la famille ou à l'école, nous, femmes, devons naviguer à travers tout un tas de préjugés pour nous approprier notre santé. »

Nour Emam

Atmosphère accueillante | L'équipe médicale de la clinique est unique en son genre. Elle explique la nature des interventions et s'interdit d'introduire un appareil d'examen sans le consentement de la patiente. Après leur examen, les patientes peuvent discuter tranquillement des questions en suspens et des prochaines étapes avec une coordinatrice de soins. « Dès le moment où nous fixons un rendez-vous, nous prenons les patientes par la main », explique la directrice de la clinique, Nadine El Borollossy.

Les cabinets médicaux sont une denrée rare en Égypte, et les hôpitaux publics sont surpeuplés. La plupart des Égyptiennes ne peuvent pas se permettre de se faire soigner chez *Motherbeing*, les collaborateurs-rices de la clinique en sont conscient-e-x-s. « Nous aimerions

proposer des traitements *pro bono* ou subventionnés », déclare Nadine El Borollossy. Mais jusqu'à présent, les moyens leur font défaut. Une partie de l'offre de *Motherbeing* est tout de même accessible gratuitement sur Instagram : on peut y trouver des vidéos d'information. Les femmes peuvent également participer à des cours en ligne à des prix avantageux, commander des guides ou demander des conseils.

Ces consultations en ligne permettent également à d'autres patientes – des jeunes ados, des femmes mariées ou vivant dans des régions rurales – d'avoir accès à des soins : « Dans notre culture, il n'est pas courant que les femmes non mariées se rendent à des consultations préventives », explique la directrice. Nour Emam ajoute : « Certaines filles souffrent d'infections pendant des années parce que leurs parents ne les amènent pas chez le gynécologue. » Les jeunes femmes peuvent, si elles le souhaitent, éteindre leur caméra ou simplement consulter un-e-x médecin par chat.

Motherbeing s'intéresse aussi à l'auto-détermination sexuelle. Mais informer le public est un défi en Égypte. « Les conservateurs nous ont reproché d'encourager les filles à la liberté sexuelle », explique Nour Emam. Depuis que la clinique compte des médecins dans l'équipe, c'est plus facile. Elles se sont également adaptées. « Nous avons compris qu'en utilisant des mots moins controversés, nous pouvions atteindre beaucoup plus de personnes », précise la fondatrice. Par exemple, elle et ses collègues parlent de « nuit de noces » au lieu de « première fois », disent « mari » au lieu de « partenaire ». « En revanche, nous pouvons désormais parler ouvertement de sexe et d'intimité, et du fait que les femmes ont elles aussi le droit de jouir », conclut Nour Emam. |

LONG *Combatants for Peace* réunit des personnes israéliennes et palestiniennes pour œuvrer ensemble en faveur de la paix.



Deux communautés, une seule cause

Comment continuer à collaborer avec les personnes « de l'autre bord » après le massacre du Hamas et les attaques sur Gaza ? Entretien avec deux représentant-e-s de l'organisation *Combatants for Peace*. Propos recueillis par Manuela Reimann Graf

Jamil Qassas est le coordinateur de *Combatants for Peace* côté palestinien. Son homologue israélienne, Noa Harell, est également la directrice de l'organisation. Ensemble, leurs équipes de part et d'autre de la ligne de démarcation de l'un des conflits les plus brûlants du Proche-Orient travaillent pour trouver une solution pacifique.

▷ **AMNESTY : Comment avez-vous vécu le 7 octobre ?**

◁ **Jamil Qassas** : J'étais bouleversé. J'avais du mal à croire à ce qui se passait... Sur les premières images, on voyait des bulldozers briser le mur qui entoure Gaza. Cela me semblait irréel. Je me souviens avoir eu dans un premier temps un sentiment de libération en voyant les gens sortir de la prison qu'est Gaza. Puis, les premiers détails horribles sur les attaques sont arrivés. J'ai passé des heures devant

ma télévision sans savoir quoi faire. J'avais tellement de mal à comprendre ce qui se déroulait sous mes yeux.

◁ **Noa Harell** : Pour moi aussi, le 7 octobre a été un énorme choc. Les premières heures, lorsque je suivais les événements à la télévision, c'était surtout un mélange de peur, de confusion, d'incrédulité et de terreur qui dominait. Ces sentiments ont cédé la place à la colère et à la frustration au fur et à mesure que les heures passaient, et qu'aucune aide militaire ne se précipitait dans la région pour combattre les terroristes* de la *Nukhba* [les forces d'élite du Hamas, *ndlr*] qui continuaient à massacrer, torturer, violer et enlever des citoyens israéliens au festival, dans les kibboutz et les localités autour de la bande de Gaza. En même temps, nous devions régulièrement nous réfugier dans l'abri de notre maison, ce qui était déjà une situation effrayante en soi.

▷ **Avez-vous eu du mal à entrer en contact avec vos amis et collègues de « l'autre côté » ?**

◁ **NH** : À aucun moment je n'ai ressenti le besoin de me distancer de mes amis palestiniens. Mais il m'a fallu quelques jours pour éclaircir mes pensées. Ma première préoccupation allait bien sûr aux victimes israéliennes, j'en connaissais indirectement certaines. J'ai ressenti le besoin de leur témoigner ma sympathie face à ces événements catastrophiques. Comme cette compassion ne venait pas de nombreuses personnes du côté palestinien, j'étais frustrée et ne comprenais pas pourquoi elles mettaient du temps à montrer leur solidarité. La complexité des événements n'est apparue que plus tard, après quelques semaines. Depuis, nous avons analysé cette situation difficile pour nous et essayé de la surmonter. Nous y travaillons toujours.

◀ **JQ:** Au début, je ne savais pas comment aborder cet état de fait avec mes amis israéliens, alors je n'ai parlé à personne. Pour la première fois, en tant que Palestinien, ce n'était pas nous les victimes. D'habitude, ce sont mes collègues israéliens qui me réconfortent après les attaques. Plus tard, nous nous sommes parlé par Zoom. Nous avons eu une longue conversation sur ce qui s'était passé et nous avons fait notre deuil ensemble. Je sentais que nous éprouvions une réelle empathie pour les sentiments des autres. Mais c'est une période difficile à vivre sur le plan émotionnel et psychique.

▷ **Qu'est-ce qui a changé dans votre travail depuis ?**

◀ **JQ:** Les premiers jours, beaucoup d'entre nous étaient submergés par les émotions. Les voix qui appelaient à la colère, à la haine et à la vengeance étaient très fortes. Mais nous étions tous d'accord sur la nécessité de continuer notre travail. Sur le fait que nous devons montrer qu'il existe une autre voie. Nous ne devons pas perdre espoir. Nous devons combattre nos peurs ensemble. Notre organisation est bien consciente des rapports de force inégaux entre Israéliens et Palestiniens: il y a des occupants et des occupés. Nous n'essayons pas seulement de parler d'une autre réalité, dans laquelle les deux parties seraient enfin sur un même pied d'égalité. Nous essayons aussi de donner l'exemple, d'incarner cette réalité, par la manière dont nous nous traitons les uns les autres et de la façon dont nous agissons.

◀ **NH:** Nous sommes tous conscients que nous devons adapter notre travail pour mettre fin à l'occupation. Nous devons désormais analyser ce que les attaques du Hamas et le meurtre de tant d'innocents dans la bande de Gaza par l'armée israélienne change pour les deux parties. L'un de nos objectifs

actuels est d'appeler la communauté internationale à ne pas prendre parti et à faire pression sur les dirigeants politiques des deux parties pour qu'ils s'efforcent de trouver une solution politique au conflit.

▷ **Quelles perspectives voyez-vous pour la résolution du conflit? Où trouvez-vous de l'espoir ?**

◀ **JQ:** Nous luttons depuis près de deux décennies contre l'occupation israélienne et toutes les autres formes de violence dans ce pays. Nous savons par expérience que la violence ne fait qu'engendrer davantage de violence. Il n'y a pas de solution militaire à ce conflit. Les accords sont conclus au niveau politique. Nous n'avons pas de solution détaillée à proposer, qui définirait ce que chaque partie obtiendrait ou non. Ce n'est pas à nous de le décider. Ce que nous considérons comme notre mission, c'est d'insister pour que tout accord soit durable, et approuvé par toutes les parties concernées. Malheureusement, depuis les accords d'Oslo il y a environ 30 ans, Israël a fait tout ce qui était en son pouvoir pour rendre la solution à deux États impossible. Toute solution doit inclure la sécurité, la liberté et l'égalité pour tous. En 20 ans, notre mouvement a traversé de nombreuses crises et défis, et il est toujours là pour en parler. Cela me donne de l'espoir.

◀ **NH:** Je pense qu'un processus politique est le seul moyen de résoudre le conflit. Parfois, on peut avoir l'impression de travailler contre vents et marées, mais le fait que de plus en plus de personnes de nos communautés recherchent la sécurité et la paix par des actions non violentes me rend optimiste. |

** Le mot « terrorisme » n'a pas de définition précise en droit international. Une même personne peut être considérée comme combattante par une partie et terroriste par une autre. Amnesty International est apolitique, et s'abstient donc d'utiliser ce terme à forte connotation idéologique.*



© Combatants for Peace

« Nous devons montrer qu'il existe une autre voie. » Jamil Qassas



© Combatants for Peace

« Il faut adapter notre travail pour mettre fin à l'occupation. » Noa Harell

Combatants for Peace est une ONG israélo-palestinienne qui s'engage pour des actions non violentes contre l'occupation israélienne et toutes les formes de violence en Israël et en Palestine. Le mouvement a été fondé en 2006 par d'ancien-ne-x-s soldat-e-x-s israélien-ne-x-s, des objecteurs de conscience et des résistant-e-x-s palestinien-ne-x-s. **Combatants for Peace** a été nommée pour le prix Nobel de la paix en 2017 et 2018.

Une mosaïque de la masculinité

Dans le nouveau podcast *Transmance*, l'activiste trans lausannois Léon Salin questionne le rapport à la masculinité aux côtés de personnes concernées. Propos recueillis par Olalla Piñeiro Trigo

▷ **AMNESTY: Pourquoi avoir créé ce podcast, et quel est le fil rouge ?**

◀ **Léon Salin:** J'ai beaucoup partagé ma transition sur les réseaux sociaux. Désormais, je veux montrer la transidentité de façon plus globale et profonde: je donne des formations et je viens de lancer ce podcast. La première saison se focalise sur les hommes trans et sur les enjeux liés à la masculinité. Nous avons plein de réflexions intéressantes à apporter sur ce sujet car nous avons un vécu particulier, souvent teinté de violence, de sexisme. J'ai essayé d'inclure des intervenant-e-x-s aux expériences et points de vue variés.

▷ **À qui s'adresse *Transmance* ?**

◀ À un public aussi large que possible! J'ai toujours été dans une optique de vulgarisation de la transidentité, car je cherche à changer la représentation sociale des hommes trans. Quand j'ai réalisé que j'en étais moi-même un, j'ai eu du mal à l'accepter à cause de l'idée négative que je m'en faisais. J'aimerais que l'image de la transidentité devienne plus positive.

▷ **Tu te définis comme « homme trans ». Pourquoi ?**

◀ Lorsque j'étais en échange à l'étranger pour mes études, je n'ai pas dit à mon nouvel entourage que j'étais trans; je voulais vivre « incognito » en quelque sorte, comme un homme cis. Mais la réalité, c'est que je n'en suis pas un! L'aspect trans fait partie de moi et m'a apporté une vision tellement riche et différente de la vie. Elle m'a fait comprendre les rapports de genre et de pouvoir. Je n'ai pas envie de l'effacer. Au contraire, je tiens à la visibiliser dans l'espoir de plus de tolérance et d'acceptation.

▷ **Est-ce que ta vision de la masculinité a évolué ?**

◀ À fond! Au début de ma transition, lorsqu'on me percevait comme une femme, c'était dur d'exprimer ma masculinité. J'étais davantage dans la déconstruction du genre, avec une forte identité *queer*. Depuis, je ressemble à ce que j'ai toujours rêvé. Je suis à l'aise dans ma masculinité. Mais la masculinité est parfois mal comprise: on la mélange avec le patriarcat. Selon moi, il est essentiel que chaque mec s'éduque pour comprendre ses privilèges sociaux et la place qu'il occupe dans l'espace public. Mais après ce travail sur soi, la masculinité peut être belle et douce.

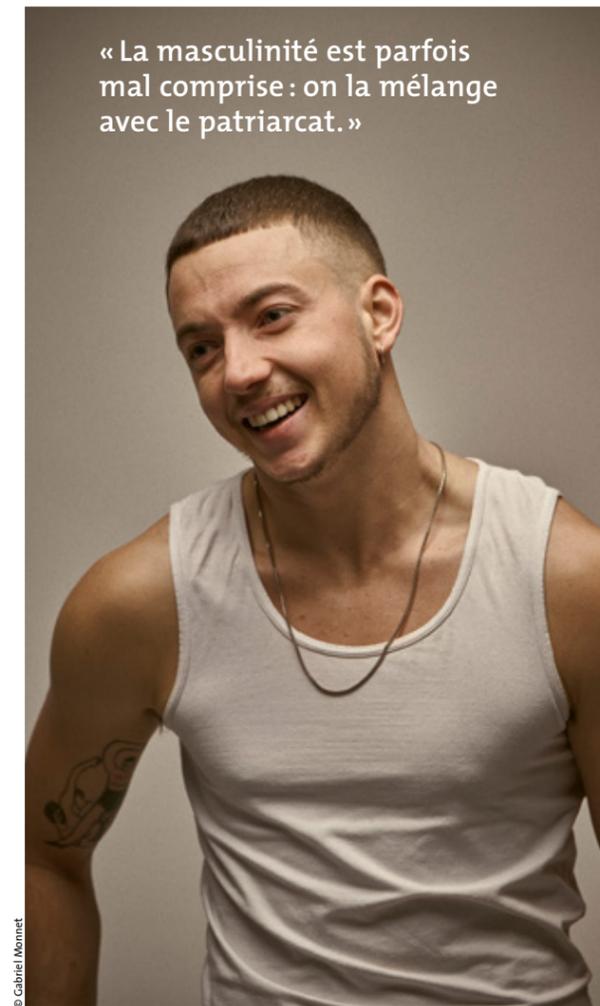
▷ **Tu es en couple avec une femme. Comment vis-tu ta masculinité ?**

◀ Ma copine m'a aidé à affirmer mon identité d'homme, malgré les doutes que je peux avoir. Mais je reçois beaucoup de témoignages de personnes trans qui me confient que leurs relations sont compliquées, qui craignent que leur partenaire les quitte en cas de transition. Le couple peut être source d'angoisse. Je vois un peu ma transidentité comme un « filtrage » de mes relations. Je n'ai pas envie d'être avec une personne qui n'est pas ouverte là-dessus.

▷ **Finalement, comment c'est d'être un homme trans en Suisse ?**

◀ La Suisse est plutôt conservatrice. J'étais l'un des premiers mecs trans actifs sur les réseaux et au début, c'était difficile. J'ai subi plusieurs violences. Mais depuis la Grève féministe suisse, je remarque une évolution positive. La question occupe de plus en plus le débat public. Mais il y a encore

des efforts à faire: nous n'avons pas de législation qui protège spécifiquement les personnes trans contre la discrimination, j'ai dû me battre pour que les assurances remboursent mes opérations et il y a aussi une couverture médiatique problématique, fortement axée sur les détransitions. |



© Gabriel Monnet

« La masculinité est parfois mal comprise: on la mélange avec le patriarcat. »

Le faiseur d'histoires engagées

Né avec un handicap non diagnostiqué, le réalisateur brésilien Daniel Gonçalves ne peut se résoudre à faire un cinéma détaché des enjeux sociaux. Portrait. Par Olalla Piñeiro Trigo

Un film qui parle d'amour, de *normalité*, de sexe, de rejet mais aussi de discrimination: voici les ambitions de *Assexibilidade*, un documentaire autour du handicap, à l'affiche du Festival du film et forum international sur les droits humains de Genève*. Et il a une particularité: celle d'être produit par une personne concernée. «Dès mes premiers mois, mes parents ont remarqué que quelque chose clochait au niveau de la coordination de mes mouvements. J'ai fait une série d'exams, mais les médecins n'ont pas réussi à diagnostiquer ce que j'avais», explique Daniel Gonçalves. Une situation qui a poussé ce Brésilien à produire son premier long métrage *Meu nome é Daniel* (2019), autobiographie où il cherche des réponses à sa condition. Aujourd'hui encore, le mystère persiste; mais le réalisateur de 39 ans a fini par abandonner cette quête: «Le handicap fait partie de mon identité, mais il ne me définit pas. Connaître mon

diagnostic ne va finalement rien changer à mon quotidien.»

Le cinéma, Daniel Gonçalves est un peu tombé dedans par hasard. Désireux de devenir journaliste sportif, il a fini par embrasser la carrière cinématographique après un stage d'édition vidéo. Ce passionné d'écriture qui dit «adorer raconter des histoires» s'est rendu compte que c'est à travers l'écran qu'il voulait le faire. Mais avec une aspiration précise: intégrer une dimension sociale. «J'ai envie que mes films fassent bouger les choses, qu'ils aient un impact, qu'ils confrontent les gens à d'autres réalités sociales. Je ne peux pas m'imaginer réaliser une fiction pure, qui ne créerait pas le débat», sourit à travers sa moustache ce grand et fin Carioca.

Célébrer la différence | *Assexibilidade* suit cette vision en mettant le handicap à l'honneur. Plus de quinze personnes – femmes, hommes, personnes noires, non binaires, *queer*,

grosses – livrent tour à tour leurs expériences sexuelles et amoureuses. «Le Brésil est un pays extrêmement divers et chaque personne handicapée vit une réalité différente, selon son identité», souligne Daniel Gonçalves, qui considère de son côté avoir des «privileges» en tant qu'homme blanc cis. Entre quelques scènes érotiques, on entend Pedro expliquer qu'il en a assez d'être infantilisé par des parents qui limitent sa sexualité ou Ivone confier que c'est seulement à 40 ans qu'elle a consulté une gynécologue pour la première fois, faute d'éducation sexuelle. C'est pour briser ce tabou que le cinéaste a mis en lumière des corps invisibilisés, des corps en marge car «la beauté est dans la différence».

Pour Daniel Gonçalves, l'amour et le sexe font partie des droits «les plus basiques et fondamentaux» de notre société. Et pourtant. S'il partage sa vie avec une femme depuis huit ans, son parcours amoureux n'a pas toujours été un long fleuve tranquille. Il a dû multiplier les tentatives pour qu'on finisse par l'accepter tel qu'il est. «Les gens me prenaient souvent en pitié, ou avaient des stéréotypes. Une personne s'est par exemple rétractée lorsqu'elle m'a vu, alors qu'elle se disait intéressée.» Malgré un recul sous le régime de Bolsonaro, il voit une évolution dans la société brésilienne avec la mise en œuvre en 2015 d'une loi sur l'inclusion progressiste, mais aussi dans les mœurs. «Il y a quelques années, c'était inimaginable de produire un tel film, et encore moins par un handicapé.» |

* *Projection (première suisse):*
dimanche 10 mars, 14h, Espace Pitoëff - Grande salle.

«J'ai envie que mes films fassent bouger les choses, qu'ils aient un impact, qu'ils confrontent les gens à d'autres réalités sociales.»

Daniel Gonçalves



Daniel Gonçalves est l'un des premiers Brésiliens en situation de handicap à réaliser un long métrage.



Elie Wiesel

© Eva Wottréng

Une poétique de la résilience

Les racines tortueuses des mangroves symbolisent-elles les traumatismes que nous cherchons à dépasser? C'est ce que nous invite à penser *Après la forêt de mangroves*, le nouveau recueil de nouvelles de Nadia Boehlen.

Les dix-neuf récits qui paraissent chez Slatkine mettent en scène des femmes confrontées aux difficultés de leur condition féminine, mais aussi à des questions existentielles: contraintes patriarcales, amours déçues ou impasses sociales. Les récits entremêlent avec fluidité analyses sociologiques et tranches de vie pour capter des instantanés qui ont comme décors des lieux «de chez nous» (Lausanne, le Valais, la Suisse romande) ou des terres plus lointaines (Brésil, Argentine). Découverte de la sexualité, deuil d'une relation douloureuse, fluidité de genre ou expérience de la parentalité: les situations mises en mots sont variées, tout comme l'âge des protagonistes, de l'adolescente à la grand-mère. Des histoires qui révèlent un regard lucide sur la condition féminine et les inégalités sociales – sans complaisance ni apitoiement – où la nostalgie n'est jamais loin. L'intérêt de ces textes consiste dans la conviction qu'une force existe, permettant de dépasser nos blessures. Les protagonistes la trouvent dans la nature, en elles-mêmes ou dans des moments de sincérité, à l'improviste

d'une rencontre ou d'une discussion avec une connaissance. L'autrice creuse poétiquement ces instants de grâce où la beauté fait irruption. Son livre nous invite à faire de même. |

Par Lionel Frei

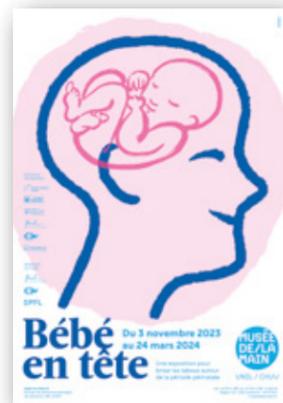


Après la forêt de mangroves, Nadia Boehlen, Slatkine, 2024, 176 pages.

Santé mentale: casser les tabous

Que faire lorsque le «plus beau jour de votre vie» ne l'est pas vraiment? Alors qu'une majorité des adultes (25-80 ans) en Suisse sont parents, les tabous persistent autour de la périnatalité. L'exposition *Bébé en tête* au Musée de la main à Lausanne, veut les briser. Une aventure interactive, qui mêle activités ludiques, témoignages et études scientifiques, pour nous rappeler ô combien donner la vie est loin d'être un long fleuve tranquille. L'exposition se décline en cinq volets pour répondre à toutes les questions qui peuvent survenir durant cette vaste période, depuis le désir d'enfant jusqu'à la charge mentale liée à ce nouveau rôle. Destinée à un public adulte, elle est gratuite et bilingue (français/allemand). À ne pas manquer, jusqu'au 24 mars! |

Par Lise Scholefield-Cordey



Bébé en tête, Musée de la main UNIL-CHUV, Lausanne, du 3 novembre 2023 au 24 mars 2024.

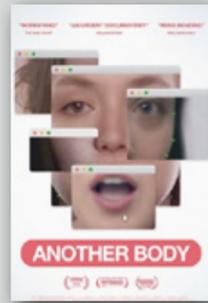
FIFDH

Trois sélections tirées de la programmation du Festival du film et forum international sur les droits humains de Genève, en mars.



Between the Rains, Andrew Harrison Brown, Moses Thurunira, États-Unis, 2023, 81 min.

Projections:
Dimanche 10 mars, 19h
Espace Pitoëff – Grande Salle.
Samedi 16 mars, 21h
Grütli – salle Simon.



Another Body, Sophie Compton et Reuben Hamlyn, Royaume-Uni, 2023, 120 min.

Projections:
Samedi 9 mars, 20h
Grütli – salle Langlois.
Judi 14 mars, 19h30
Espace Pitoëff – Grande Salle.



All Static & Noise, David Novack, États-Unis, 2023, 162 min.

Ce film sera coprésenté par Amnesty le 17 mars à 16h30, Espace Pitoëff – salle Théâtre. Sarah Brooks, spécialiste de la Chine à Amnesty International, interviendra lors du forum suivant la projection du film.

3

Entre tradition et modernité

Scruter et comprendre sans juger: telle elle est la mission d'Andrew Harrison Brown et Moses Thurunira. Les deux réalisateurs ont suivi de près la vie quotidienne et les activités d'une petite communauté du nord du Kenya, qui est confrontée à une longue période de sécheresse. En parallèle, leur documentaire présente la révolte d'un jeune homme qui a envie de sortir du cadre contraignant des traditions de son pays, en opposition avec son grand frère. Kole, un berger adolescent, rejette le rôle qui lui a été assigné au sein de sa communauté. Il refuse ainsi la pression de devoir prouver sa virilité. De son côté, Patrick, l'aîné, est déjà le patriarche de la famille, une voix respectée.

Between the Rains ne montre pas de litiges au sein de la fratrie. Cependant, on perçoit des tensions à peine voilées ainsi

que les attentes manifestes de chacun envers l'autre. C'est cette dualité qui explique le titre du film, les protagonistes étant confrontés aussi bien à la sécheresse qu'à leur position sociale.

Au fur et à mesure que se prolonge la sécheresse, des conflits éclatent entre les différentes communautés qui tentent de cultiver les terres asséchées. Si la pacifiste Joséphine s'implique pour encourager l'arrêt des hostilités, le film ne montre aucun résultat satisfaisant. Avec son smartphone omniprésent, elle offre l'image d'une femme moderne. On ne sait pas ce que les communautés pensent d'elle, mais on peut s'imaginer qu'entre respect et ressentiment, les traditions et la sécheresse auront encore la vie dure, malgré la bonne volonté de Joséphine et de Kole. |

Par Déo Negamiyimana

Un univers parallèle effrayant

La vision de *Another Body* est une expérience immersive, limbibée d'une dualité contradictoire, qui nous laisse avec un fond d'angoisse et d'espoir en même temps.

D'un côté, la plongée dans le monde technologique du *dark web* et des *deepfakes*, exacerbée par la mise en scène du documentaire au moyen d'écrans de sites web, d'appels virtuels et de reconstructions avec l'intelligence artificielle, nous fait éprouver un détachement de la réalité, comme si on était en train de visionner un film dystopique sur un monde à peine imaginable. En même temps, l'humanité qui ressort tout au long du documentaire est émouvante et le caractère concret de l'histoire racontée est effrayant, surtout en tant que femme.

En surfant sur le web, la protagoniste découvre des vidéos pornographiques d'elle-même, créées au moyen de la technologie.

À travers son histoire, nous percevons une série de situations similaires, nous faisant réaliser à quel point ce type de violation de la personnalité pourrait toucher n'importe qui. Tout cela dans un monde où la police ne dispose pas de moyens pour agir contre les responsables de ces crimes et où les lois n'offrent aucune possibilité de se protéger contre des attaques technologiques qui peuvent ternir la réputation d'une personne et affecter sa vie entière.

Another Body ferait une bonne trame pour un roman sur un futur dystopique, mais il s'agit de notre société actuelle. À voir comme point de départ pour une réflexion sur le futur que nous voulons construire, et sur la nécessité de prendre en compte les avancées technologiques dans l'élaboration des lois et politiques des droits de la personnalité et de promotion de l'égalité de genre. |

Par Elettra Bernasconi

Les Ouïghour·e·x·s sous la loupe

Le documentaire *All Static & Noise* suit Jewher Tohti, une activiste ouïghoure réfugiée aux États-Unis, et raconte le parcours d'une dizaine d'autres exilé·e·x·s politiques ouïghour·e·x·s, les raisons de leur fuite et plus particulièrement la répression – dont l'intensité a augmenté ces dix dernières années – que vit cette minorité en Chine. Jewher a un profil particulier: elle est la fille d'Ilham Tohti, écrivain, scientifique et professeur ouïghour condamné à la prison à vie depuis 2014. Ce prisonnier d'opinion, qui faisait partie des lettres contre l'oubli d'Amnesty en 2022, est destiné à passer sa vie derrière les barreaux uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression.

Au travers de récits personnels ainsi que d'images animées, le film détaille finement les lourdes violations des droits humains

perpétrées envers la communauté ouïghoure en Chine. Surveillance ininterrompue, détentions arbitraires et camps de «rééducation», restrictions de la circulation, de la liberté de religion, de réunion et de manifestation, violences sexuelles ou torture: l'ampleur du système de terreur imposé dans le Xinjiang fait froid dans le dos. Toutefois, ce long métrage marquant ne manque pas d'apporter une touche positive en mettant en lumière la force des militant·e·x·s qui se soutiennent et se battent pour leurs droits, tout en nous invitant à découvrir la culture ouïghoure, sa langue et ses danses. Le public comprend ainsi les enjeux essentiels pour que cette culture résiste et puisse être perpétrée par les générations futures. |

Par Najma Rehouma



Vous trouverez ici le troisième des six volets qui composent cette fiction. Dans les épisodes précédents, nous avons fait connaissance de Lenie, une adolescente suisse-ghanéenne, et de sa tante Lina, confrontées au mépris de classe et au racisme. Bonne lecture !

LES MÈCHES DE CHEVEUX Épisode 3

– Mais si, tu vas y arriver. Demande à Jakob et Clelia de t'aider davantage pendant quelque temps, propose Lina à sa sœur.

Lina cherche toujours une solution à tout. Parfois elle est plus occupée à trouver des solutions qu'à écouter sa sœur, ses amis, ses collègues ou son amoureux. Même si le plus souvent on lui demande simplement une oreille attentive. Il lui arrive d'être tellement occupée à essayer de montrer que ça va aller qu'elle nie les émotions ou les difficultés de ses proches.

– Non, Jakob et Clelia ne peuvent pas toujours être là ; ils ne peuvent pas forcer Lenie à se lever et à faire quelque chose de ses journées.

– Mais tu vas l'aider à chercher un boulot ou un apprentissage ?
– Il va falloir qu'elle se lève et travaille, je ne suis pas d'accord qu'elle glande à la maison.

– C'est clair.

– Elle est tellement insupportable que par moment je me dis que je ne l'aime plus. Je le lui ai dit d'ailleurs l'autre jour, quand elle s'est remise à mettre sa musique hyper fort et à chercher des noises à Kojo et Emelia.

– Tu ne peux pas dire ça à ta fille, commente Lina, occultant complètement les difficultés qu'elle rencontre avec ses propres enfants, qui ne sont pas encore entrés dans l'adolescence.

Lina ne peut s'empêcher de penser que c'est l'irresponsabilité de Mathilde qui l'a conduite dans cette situation. La manière qu'a sa sœur d'aborder la vie l'a toujours décontenancée, même si une partie d'elle ne peut s'empêcher d'envier la liberté totale de ses choix. Bien avant que les marches des fiertés n'essaient un peu partout, que même la droite démocrate chrétienne et radicale ne les cautionne et soutienne le mariage pour toutes et

tous, que Lil Nas X n'impose fièrement des fragments imagés de sexualité gay dans sa pop *mainstream* et globalisée, Mathilde avait décrété qu'elle était lesbienne. Elle avait débarqué sans aucune forme de précaution avec Inès, sa copine, collier clouté autour du cou, voix grave, pantalon baggy, chaînes de taille, cheveux blonds courts portés avec une raie de côté. Inès trainait partout avec elle un immense berger allemand, qu'elle avait amené ce jour-là chez Clelia et Jakob. Aucune discussion préalable de *coming out*. Les deux en étaient restés hébétés.

– J'ai honte disait Clelia, et papa aussi a honte.

Parler au nom de Jakob, c'est une manie de Clelia, et avoir honte aussi. Elle a porté la honte chevillée au corps pendant toute sa vie. Mais là c'était une grosse honte. « Qu'est-ce que les voisins vont penser, et la famille, tu te rends compte... » Et même si elle parlait au nom de Jakob, lui aussi en avait eu les bras complètement ballants. Ses bras tiraient tellement vers le bas qu'il avait semblé à Lina que ça l'avait voûté, qu'il avait même perdu un centimètre ou deux. Jakob n'avait cure des voisins ou de la famille, il s'est toujours foutu royalement de ce que pensent les autres. Mais ce « truc d'être lesbienne », ça lui était complètement étranger. À ses yeux c'était comme une maladie, et certainement pas quelque chose de bien pour Mathilde. Clelia, elle, s'était mise à porter une perruque qui doublait le volume de ses cheveux tout en lui donnant une longueur improbable.

Lina avait trouvé que sa sœur était épanouie pendant cette période. Son diplôme de traductrice en poche, elle avait travaillé quelques années, puis recommencé des études à l'ECAL, que Jakob avait accepté de financer même s'il s'agissait d'une deuxième formation. Jakob et Clelia n'arrosaient pas leurs filles d'argent et se refusaient beaucoup de plaisirs. Jamais de restaurants, jamais de verres à droite et à gauche, jamais de dépenses superflues, pourquoi payer une entrée à la piscine alors que les étangs et les lacs étaient gratuits, pourquoi prendre la voiture pour aller se balader en montagne, alors qu'on pouvait se promener près de la maison, en plaine. Jakob et Clelia étudiaient les promotions avant de faire les courses chez Denner et Migros, rarement à la Coop parce que c'était trop cher. Et quand Lidl et Aldi ont débarqué, ils se sont mis à faire les courses chez Aldi, Lidl et Denner en comparant les offres, rarement à la Migros et à la Coop, parce que c'était trop cher. Ils n'arrosaient pas Lina et Mathilde d'argent, mais lorsqu'il s'agissait de financer une formation ou des études, y compris le matériel nécessaire, à commencer par un ordi, ils étaient toujours partants.

Pendant ses études à l'ECAL, qui correspondaient grosso modo à la « période lesbienne » de Mathilde, Lina voyait souvent sa sœur. Elle lui racontait son école d'art, ses démarches artistiques – elle explorait le flou dans ses photos –, la qualité des enseignements, la galerie d'élèves qui y étudiaient. Elle décrivait à Lina ses soirées folles avec les autres étudiants en arts, et celles encore plus excen-

triques avec ses désormais pairs *queer*, lesbiennes surtout, car elle se revendiquait avant tout de cette communauté.

Lina se disait que Mathilde était heureuse. Sa nouvelle vie lui paraissait exaltante et la voie artistique mystérieuse et élevée. Elle-même n'y aurait jamais songé, et elle admirait Mathilde de s'y engager. Par contraste, ses journées au bureau de l'uni pour terminer la rédaction de sa thèse et préparer ses enseignements, lui paraissaient ternes. Elle s'y astreignait dans une persévérance quasi obstinée pour mener à son terme la recherche qu'elle avait entreprise, sans voir que son propos aurait gagné en originalité si elle avait aéré davantage ses journées de moments dédiés à d'autres activités. Et pour attester du sérieux et de la discipline qu'exigeait désormais son statut d'universitaire, ainsi qu'elle se l'imaginait. Ce statut la flattait suffisamment pour qu'elle accepte de se plier à un rythme 08h30 - 17h30, courte pause de midi, cinq jours par semaine. Jakob avait toujours travaillé bien plus que cela, debout au plus tard à six heures du matin, dîner avec des clients, et retour du travail échelonné entre 17h00 et 22h00, suivant dans quel coin l'amenait son emploi de représentant de machines agricoles. Lina aimait entendre Jakob faire coulisser la porte du garage vers le haut puis démarrer le moteur de sa voiture, et se rendormir ensuite dans le chaud de son lit. Ce rythme immuable du quotidien de Jakob la rassurait, il était le garant de la sécurité matérielle de leur famille, que Lina tenait pour tout aussi immuable. De la même manière la régularité qui découlait du cadre universitaire que Lina s'était créé, la rassurait. Elle estimait qu'une fois les obligations inhérentes à ce cadre remplies, elle avait suffisamment de temps pour se laisser aller à toutes sortes de libertés.

Quand l'histoire d'amour de Mathilde avec Inès s'était terminée, après une brève période de deuil – enfin peut-être avait-elle été longue et intense, mais à ce moment-là Lina avait perdu sa sœur de vue et cette période lui avait paru brève –, Mathilde s'était mise en tête d'entreprendre un tour du monde. Après sa deuxième formation, il était temps que Mathilde recommence à travailler, avaient décrété Jakob et Clelia, et ils ne lui financeraient donc pas ce voyage. Évidemment, Mathilde n'en n'avait eu cure. Bien plus que l'Inde et l'Afrique, l'élément le plus marquant de son voyage avait été la Chine, qu'elle avait parcourue sans parler le mandarin, et sa rencontre avec Kwame. Elle avait fait sa connaissance dans le quartier de Lekki, à Lagos. Il y servait dans un des bars situés le long de l'océan. Il lui avait proposé de l'amener chez les siens au Ghana pour l'épouser, et ensuite de la rejoindre en Suisse. Avant d'accorder son permis de séjour à Kwame, l'ambassadeur de Suisse au Ghana avait appelé Jakob et Clelia, pour leur demander s'ils étaient certains de donner leur accord pour qu'il rejoigne Mathilde en Suisse – « Kwame sait à peine écrire dans sa langue », avait observé l'ambassadeur. Jakob n'était pas ravi que sa fille ait épousé un Africain qu'il ne connaissait ni d'Ève ni d'Adam, mais

c'était toujours mieux que de se marier avec une femme. Il devait respecter son choix et ne pouvait s'interposer entre ce mari et sa fille. Clelia disait que Mathilde était irresponsable et que Jakob n'aurait pas dû laisser Kwame venir en Suisse. Lina s'inquiétait que Kwame ne sache pas bien écrire, et Mathilde s'irritait du racisme de l'ambassadeur.

Quand Mathilde avait attendu que Kwame la rejoigne en Suisse, elle avait été heureuse. Elle se repassait le film de leur rencontre dans sa tête, en y ajoutant une touche de prédestination, et s'imaginait leur vie en Suisse à travers un irréalisme qui frisait la mythomanie.

– Kwame va monter un business en Suisse, expliquait Mathilde à Lina.

– Un business de quoi?

– Il se débrouillera...

– Vous avez déjà un appartement? rétorquait Lina qui a toujours vu les choses à travers un réalisme qui parfois asphyxiait Mathilde.

– On va commencer par vivre chez papa et maman.

– Quoi?? Tu vas vivre avec ton mari chez Clelia et Jakob?

– Oui les premiers mois.

– Et toi, tu as du travail?

– Je cherche.

– Mais tu vas laisser tomber la photo?

– Le milieu artistique, le blabla autour des expositions, l'obligation de se mettre en avant, de se vendre, ce n'est pas mon truc. Mais je ferai toujours de la photo.

– Dommage, mais pourquoi tu as fait une école d'art?

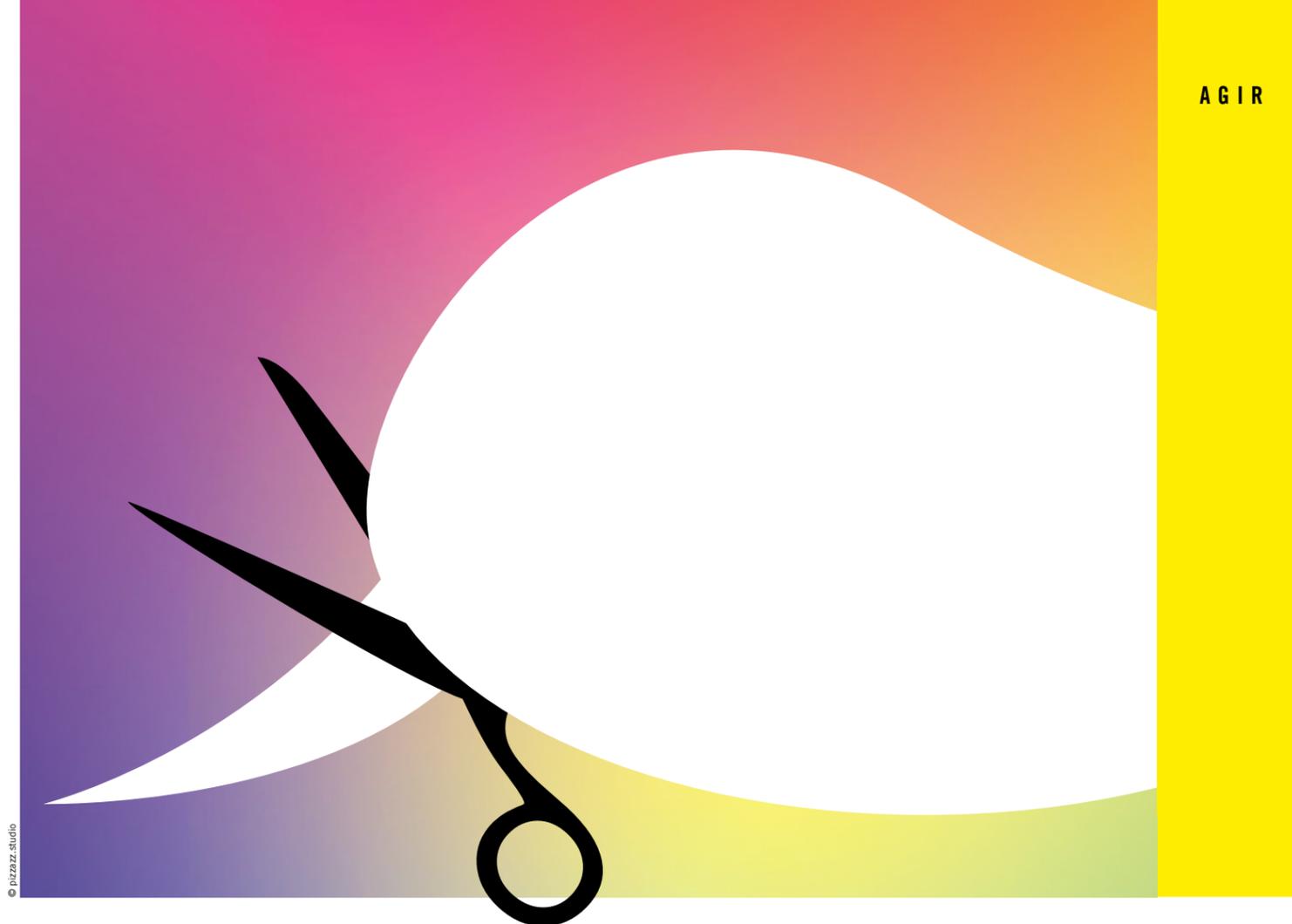
– C'était un moment de ma vie... Quand Kwame sera là, il va vite se débrouiller, il aura de bons revenus.

– Tu rêves, il ne parle même pas français, ça va être compliqué pour trouver du boulot. Tu devras l'aider.

Mais de ce rêve naîtraient Amelia, Kojo et Lenie. |

Nadia Boehlen

Suite dans le prochain numéro.



© PEZBAZ.STUDIO

SUISSE LA LIBERTÉ DE MANIFESTER EN DANGER

Manifestations interdites, initiatives restrictives, la liberté de manifester est attaquée de tous côtés. Soutenez notre appel pour protéger ce droit fondamental !

En Suisse aussi, manifester devient toujours plus compliqué. Ces derniers mois, plusieurs villes ont décrété des interdictions générales de manifester, tandis que l'UDC a lancé des initiatives contre la liberté de manifester à Zurich et à Bâle. Soutenez notre appel pour protéger ce droit fondamental!

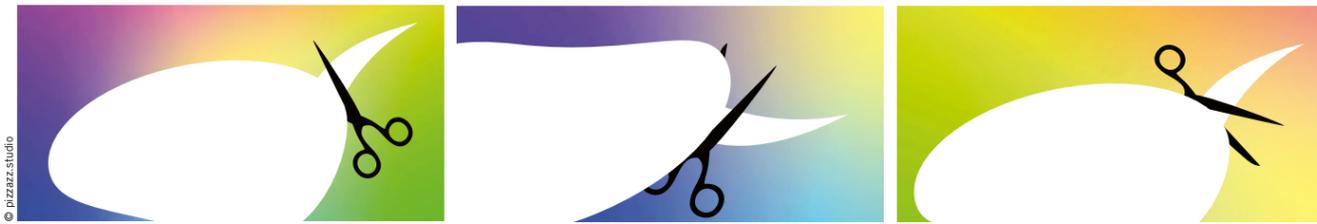
En automne 2023, les autorités des villes de Bâle, Berne et Zurich ont décrété des interdictions générales de manifester, parfois pour plusieurs semaines. La décision des autorités municipales de Berne a eu un effet direct sur Amnesty Suisse, en tant que soutien d'une manifestation en faveur de la paix en Israël et en Palestine. Il y a peu,

il était encore impensable d'imaginer que des interdictions générales de manifester puissent être ordonnées en Suisse. Cette évolution inquiétante souligne l'importance de la campagne globale *Protect the Protest*, dans notre pays également.

Mais il y a pire : dans les cantons de Zurich et de Bâle-Ville, l'UDC a lancé ses initiatives populaires « anti-chaos », visant à restreindre massivement la liberté de manifester. À Zurich, le peuple se prononcera le 3 mars prochain sur l'initiative « pour l'application du droit et de l'ordre » ainsi que le contre-projet formulé par le canton. Amnesty s'oppose à ces deux textes, car ils menacent les libertés d'expression



© Luc Martin



et de réunion, garanties par le droit international et la Constitution fédérale.

Nous avons réagi à ces développements inquiétants en lançant un appel national pour la liberté de manifester, soutenu par une trentaine de signataires parmi des personnalités de toute la Suisse. En outre, nous nous engageons dans le canton de Zurich contre l'initiative de l'UDC, dans l'intention qu'un maximum d'électeur-riche-x-s rejettent ces deux propositions dangereuses dans les urnes le 3 mars. Car manifester pacifiquement est un droit fondamental !

Patrick Walder, chargé de campagnes

SIGNEZ L'APPEL

Joignez votre voix à notre « Appel pour la liberté de manifester » et diffusez-le autour de vous !



Plus d'informations sur : amnesty.ch/liberte-de-manifester



ENSEMBLE POUR UN CESSEZ-LE-FEU

Le 18 décembre dernier à l'occasion du *Global Day of Action*, des personnes se sont rassemblées partout dans le monde pour demander un cessez-le-feu permanent en Israël et dans les territoires palestiniens occupés. À Zurich, une quarantaine de militant-e-x-s ont répondu à l'appel d'Amnesty Suisse et ont uni leurs voix pour exiger une action immédiate. Alors que le coût humain de la récente flambée de violence dans la

région venait de dépasser les 20 000 morts, la politologue et militante des droits humains Elham Manea a profité de cette tribune pour rappeler que la guerre n'est pas la solution – ni pour garantir la sécurité d'Israël, ni pour assurer la création d'un État palestinien indépendant. La pétition demandant un cessez-le-feu immédiat et durable a recueilli plus de 3,5 millions de signatures à travers le monde.

ENSEMBLE POUR L'INCLUSION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP !

Cette année, nous voulons envoyer un signal fort aux autorités suisses et à toute la population : il est temps que l'égalité effective des personnes en situation de handicap soit considérée à tous les échelons de la société comme une priorité en matière de droits humains !

L'année 2024 devrait être marquée par des avancées en matière d'égalité pour les personnes en situation de handicap vivant en Suisse. Car outre le dixième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées, c'est aussi cette année qu'aura lieu la révision partielle de la loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (loi sur l'égalité pour les handicapés, LHand). C'est aussi dès maintenant que nous entrons dans la dernière ligne droite pour récolter les 100 000 signatures nécessaires pour l'Initiative pour l'inclusion.

Amnesty fait partie du comité de cette initiative. Nous nous engageons avec conviction pour que les personnes en situation de handicap puissent participer de manière autonome à la vie publique et active et exercer pleinement l'ensemble de leurs droits humains !

Engagez-vous à nos côtés pour l'égalité effective des personnes en situation de handicap !

COMMENT PARTICIPER

Nous avons besoin de votre aide pour :

- **récolter les 20 000 signatures** qui manquent encore pour l'initiative pour l'inclusion auprès de votre entourage et en participant aux journées nationales de récolte les **9 mars et 5 mai** ;
- **sensibiliser l'opinion publique** en partageant une série de témoignages de personnes concernées sur les réseaux sociaux ;
- assister à notre **assemblée générale** dédiée à la thématique de l'inclusion (table ronde, ateliers et action) le **25 mai**.

Informations et feuilles de signatures à télécharger sur amnesty.ch/initiative-inclusion



8 MARS

ÉGALITÉ ET AUTODÉTERMINATION POUR LES FEMMES EN SITUATION DE HANDICAP !

Accès au travail, à la santé, à une protection adéquate contre les violences... dans tous ces domaines et beaucoup d'autres encore, les femmes en situation de handicap vivent une double discrimination liée à leur genre et leur handicap. À l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, nous voulons lutter à leurs côtés contre ces multiples discriminations en récoltant des signatures pour l'initiative pour l'inclusion !

9 MARS

TROISIÈME JOURNÉE NATIONALE DE RÉCOLTE

Si le cap des 80 000 signatures a été franchi en décembre dernier, l'initiative pour l'inclusion n'a pas encore recueilli suffisamment de signatures. Le 9 mars, une troisième journée de récolte aura lieu dans toute la Suisse. Retrouvez les événements organisés dans votre région et aidez-nous à soutenir une vie autodéterminée pour les personnes en situation de handicap !

www.initiative-inclusion.ch/evenements



AMNESTY-BOUTIQUE

Nos produits sont fabriqués de manière durable et éthique.

PLUS DE PRODUITS DURABLES ET ÉQUITABLES SUR SHOP.AMNESTY.CH

JEU DE SOCIÉTÉ « COURAGE »



Jeu de stratégie avec huit missions, 40 défenseur-euse-x-s des droits humains et 200 tâches créatives.

Pour 3 à 6 personnes âgées de 10 ans et plus.

En allemand ou français.

Français: Art. 2500.007.F / Fr. 69.90

Allemand: Art. 2500.007.D / Fr. 69.90

STYLO-BILLE CARAN D'ACHE

Le classique du design suisse en nouveaux coloris. Confortable d'utilisation, indémodable, solide et rechargeable. Fabrication suisse.



Solo, jaune métallisé, logo noir sur le côté gauche.

Art. 2420.026 / Fr. 30.–

En étui avec un porte-mine (0,7 mm), gris foncé, logo blanc sur le côté gauche.

Art. 2420.027 / Fr. 52.–



TASSES À ESPRESSO

Faïence émaillée blanche, avec bord et logo Amnesty noirs. Hauteur 7,5 cm, contenance 10 cl. Carton de 3 pièces. Fabriqué en Pologne.

Art. 2300.046 / Fr. 30.–



GOURDE SIGG JAUNE

Gourde Sigg classique en aluminium (0,6 litre). Laque jaune brillante avec logo.

Art. 2300.021.G / Fr. 25.–

Autres couleurs disponibles sur shop.amnesty.ch



JE COMMANDE LES ARTICLES SUIVANTS

Quantité	Nom de l'article	Taille	Art. n°	Prix

Nom: _____ Rue: _____

Lieu: _____ E-mail: _____

Tél.: _____ Signature: _____

Numéro de membre / client-e-x (si connu): _____

Envoyez vos commandes à Amnesty International, case postale, 3001 Berne ou commandez sur notre boutique en ligne: shop.amnesty.ch